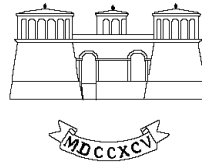


**Grand-Duché de Luxembourg**  
**ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES**



**TAXE**  
**SUR LA**  
**VALEUR AJOUTÉE**  
**(TVA)**

**au**  
**Grand-Duché de Luxembourg**

**01.01.2006**

## **Avis important**

La présente, élaborée par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, a pour objet de donner un aperçu succinct des éléments principaux qui caractérisent l'application de la taxe sur la valeur ajoutée au Luxembourg. Elle n'a aucune vocation d'exhaustivité, omet nécessairement beaucoup de détails qui peuvent se révéler importants dans des cas d'espèce, et ne saurait pouvoir se faire sienne la précision juridique des textes légaux et réglementaires qui régissent la matière. Elle n'est dès lors pas opposable à l'administration. Seuls font foi les textes légaux et réglementaires publiés au Mémorial A (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg - Recueil de Législation).




Sous réserve expresse de ce qui précède, la reproduction, en entier ou en extraits, de la présente brochure est autorisée à des fins exclusivement non commerciales et à condition que la source soit mentionnée.

## **TABLE DES MATIÈRES**

Avant de commencer une activité – adresses utiles .....	1
La TVA et ses grands principes.....	2
Champ d'application de la TVA Principaux termes utilisés .....	3
Le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) .....	3
Assujetti.....	3
Livraison de biens.....	3
Définition générale .....	3
Livraison intracommunautaire de biens.....	4
Exportation de biens .....	4
Acquisition intracommunautaire de biens .....	4
Importation de biens .....	4
Prestation de services.....	5
Moyen de transport neuf (en matière de TVA) .....	5
Opération intracommunautaire dite "triangulaire" .....	5
Qui doit s'inscrire à la TVA et quand.....	6
N° matricule, n° d'identification à la TVA et n° IB LC.....	7
Obligations de l'assujetti .....	8
Déclaration du chiffre d'affaires d'après les ventes ou d'après les recettes.....	9
Factures : Conditions imposées en matière de TVA .....	10
Déclarations – Délais – Dépôt – Paiement .....	12
❑ Déclaration de commencement, de changement ou de cessation d'activité .....	12
❑ Déclarations de TVA .....	12
❑ État récapitulatif.....	13
❑ Paiement de la taxe.....	13
Détermination du lieu d'une opération Détermination du redevable de la taxe .....	14
❑ Livraisons de biens.....	14
❑ Acquisitions intracommunautaires de biens.....	18
❑ Importations de biens.....	18
❑ Prestations de services .....	18
Taux de la taxe .....	23
Exonérations de la taxe .....	25
Droit à déduction de la taxe en amont .....	27
Sanctions - Amendes fiscales .....	28
Intérêts.....	28
Prescription.....	29
Recours .....	29
Divers.....	29
Organisation des services de la TVA .....	30
Adresses utiles au Grand-Duché de Luxembourg.....	33
Informations concernant les États membres de la CE .....	34




## Avant de commencer une activité – adresses utiles

### **Autorisation d'établissement:**




Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement  
 6, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg  
 B.P. 535, L-2937 Luxembourg  
 +352.478-4711, -4715, -4716, -4718,  
 Central téléphonique: +352.478-1  
 +352.478-4740  
[www.mcm.public.lu/](http://www.mcm.public.lu/)

Les actes destinés à être déposés au registre de commerce et des sociétés respectivement à être publiés au Mémorial C, sont à présenter à l'un des ces deux bureaux de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (<http://www.aed.public.lu/autres/societes/memorial>) :




### **Luxembourg - Bureau des sociétés:**




Centre administratif Pierre Werner  
 13, rue Erasme, L-1468 Luxembourg  
 B.P. 31, L-2010 Luxembourg  
 +352.26.68.39.40.30  
 +352.26.68.39.40.40  
[lux.soc@en.etat.lu](mailto:lux.soc@en.etat.lu)

### **Diekirch - Recette:**

Place Guillaume, L-9237 Diekirch  
 B.P. 159, L-9202 Diekirch  
 +352.80.96.06-1  
 +352.80.40.75  
[diek.rec@en.etat.lu](mailto:diek.rec@en.etat.lu)

### **Registre de commerce:**

Centre administratif Pierre Werner  
 13, rue Erasme, L-1468 Luxembourg  
 L-2961 Luxembourg  
 +352.26.428-1  
 +352.26.428-555  
[www.rcsl.lu](http://www.rcsl.lu)




Palais de Justice  
 Place Guillaume  
 B.P. 20, L-9201 Diekirch  
 +352.26.80.37.60  
 +352.26.80.37.61

### **Inscription au registre des assujettis à la TVA:**




Une déclaration d'immatriculation (déclaration initiale) doit être introduite auprès du bureau d'imposition compétent de l'administration (voir sous "Organisation des services de la TVA"), avec une copie de l'acte de constitution si le demandeur est une personne morale ou une copie de la carte d'identité si le demandeur est une personne physique.

Des **renseignements supplémentaires** peuvent être obtenus aux adresses suivantes:




#### **Inspection du Travail et des Mines (ITM)**

26, rue Ste Zithe, L-2763 Luxembourg  
 B.P. 27, L-2010 Luxembourg  
 +352.478-6145  
 +352.49.14.47 [www.itm.public.lu/](http://www.itm.public.lu/)

#### **Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg**

7, rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg  
 B.P. 1503, L-2981 Luxembourg  
 +352.42.39.39-1 [chamcom@cc.lu](mailto:chamcom@cc.lu)  
 +352.43.83.26 [www.cc.lu/](http://www.cc.lu/)

#### **Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg**

2, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg  
 B.P. 1604, L-1016 Luxembourg  
 +352.42.67.67-1 [contact@chambre-des-metiers.lu](mailto:contact@chambre-des-metiers.lu)  
 +352.42.67.87 [www.chambre-des-metiers.lu/](http://www.chambre-des-metiers.lu/)

## La TVA et ses grands principes

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est un impôt sur le chiffre d'affaires qui grève la consommation finale.

Le principe consiste à appliquer aux biens et aux services un impôt exactement proportionnel au prix des biens et des services, quel que soit le nombre de transactions intervenues dans le processus de production et de distribution antérieur au stade d'imposition.

A chaque transaction, la taxe sur la valeur ajoutée, calculée sur le prix du bien ou du service au taux applicable à ce bien ou à ce service, est exigible déduction faite du montant de la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé directement le coût des divers éléments constitutifs du prix.

En conclusion:

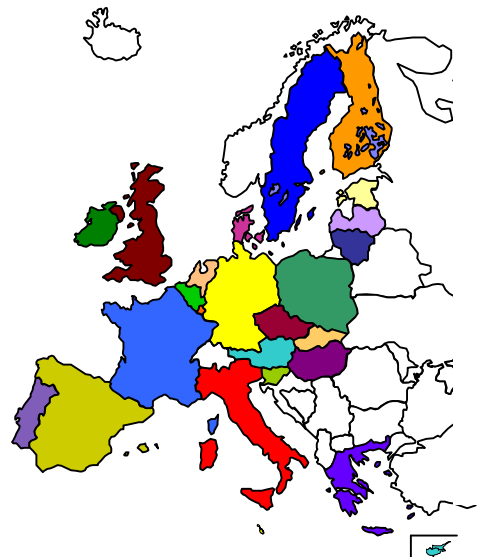
- la TVA est un **impôt sur le chiffre d'affaires**, elle est perçue à chaque stade de l'opération sur le chiffre d'affaires des différents intervenants;
- la TVA est un **impôt à la consommation**, elle est supportée au stade final par le consommateur dit "final", qui n'a aucune possibilité de déduction;
- la TVA est **acquittée par paiements fractionnés**: chaque assujetti intervenant dans le circuit économique devient un collecteur d'impôt, il collecte une partie de la TVA totale supportée et payée par le consommateur final;
- la TVA est **neutre** et ne fait pas partie du prix de revient. L'assujetti calcule d'abord la taxe en aval en appliquant au chiffre d'affaires réalisé le taux prévu; le montant obtenu est ensuite diminué de la taxe qui a été facturée à l'assujetti par ses fournisseurs (taxe en amont). Ce procédé évite tout cumul d'impôt. Il permet une taxation identique quel que soit le nombre de transactions intervenues;
- la TVA est **transparente**. A chaque stade, le montant de la taxe est connu de façon précise, ce qui permet une compensation exacte aux frontières. La neutralité concurrentielle est donc garantie.

Les règles en matière de TVA ont été harmonisées au niveau européen par la sixième directive du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (77/388/CEE), applicable dans tous les États membres de la Communauté Européenne (CE).

La sixième directive a été transposée dans la législation luxembourgeoise par la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

La CE se compose actuellement de 25 États membres:

Allemagne (DE), Autriche (AT), Belgique (BE), Danemark (DK), Espagne (ES), Finlande (FI), France (FR), Grèce (EL), Irlande (IE), Italie (IT), Luxembourg (LU), Pays-Bas (NL), Portugal (PT), Royaume-Uni (GB), Suède (SE), Chypre (CY), République tchèque (CZ), Estonie (EE), Hongrie (HU), Lettonie (LV), Lituanie (LT), Malte (MT), Pologne (PL), Slovaquie (SK) et Slovénie (SI).



## Champ d'application de la TVA

### Principaux termes utilisés

#### Le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Une opération, qui par sa nature et les conditions dans lesquelles elle est effectuée correspond à une des quatre catégories d'opérations visées ci-dessous, tombe dans le champ d'application de la TVA (est soumise à la TVA):

- a) livraison de biens et prestation de services, effectuée à titre onéreux à l'intérieur du pays par un assujetti dans le cadre de son entreprise;
- b) acquisition intracommunautaire de biens effectuée à titre onéreux à l'intérieur du pays par un assujetti dans le cadre de son entreprise ou par une personne morale non assujettie;
- c) acquisition intracommunautaire de moyens de transport neufs effectuée à titre onéreux à l'intérieur du pays par un assujetti dans le cadre de son entreprise ou par une personne morale non assujettie ou par toute autre personne non assujettie;
- d) importation de biens en provenance de pays tiers.

Ces opérations peuvent être soit taxées, soit exonérées de la taxe.

Une opération qui ne correspond à aucune de ces catégories est dite hors champ d'application de la TVA.

#### 1. Assujetti

Toute personne (morale ou physique) qui accomplit d'une façon indépendante et à titre habituel des opérations relevant d'une activité économique généralement quelconque, quels que soient les buts ou les résultats de cette activité et quel qu'en soit le lieu. Par **activité économique**, on entend toute activité tendant à la réalisation de recettes, et notamment les activités de producteur, de commerçant ou de prestataire de services, y compris les activités extractives, les activités agricoles, les activités des professions libérales et les activités comportant l'exploitation d'un bien corporel ou incorporel en vue d'en retirer des recettes ayant un caractère de permanence.

#### 2. Livraison de biens

##### Définition générale

En matière de TVA, une livraison de biens est le transfert du pouvoir de disposer d'un bien corporel comme un propriétaire. La livraison de biens a lieu au moment où s'opère ce transfert.

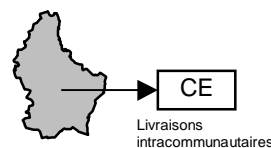
*Remarques:*

- *Le courant électrique, le gaz, la chaleur, le froid et les choses similaires sont considérés comme biens corporels.*
- *Afin de garantir un traitement uniforme en matière de TVA, certaines opérations, soit en raison de leur complexité, soit en raison des circonstances dans lesquelles elles sont effectuées, sont expressément assimilées par la loi TVA à des livraisons de biens, e.a. la délivrance d'un travail immobilier (sauf opérations d'entretien courant) et le transfert par un assujetti d'un bien de son entreprise à destination d'un autre État membre.*

### **Livraison intracommunautaire de biens**

Livraison de biens effectuée dans les conditions suivantes:

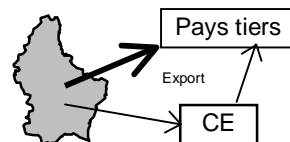
- le bien est expédié ou transporté par le fournisseur ou par l'acquéreur à partir du Luxembourg vers un autre État membre de la CE;
- l'acquéreur est identifié à la TVA dans un État membre autre que le Luxembourg;
- l'acquéreur doit avoir communiqué son n° d'identification à la TVA au fournisseur.



Cas particulier: l'expédition ou le transport d'un moyen de transport neuf en dehors du Luxembourg constitue une livraison intracommunautaire de biens même si l'acquéreur ne dispose pas de n° d'identification à la TVA.

### **Exportation de biens**<sup>1)</sup>

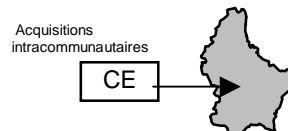
Un **bien** est exporté s'il est expédié ou transporté en dehors du territoire de la CE (c.-à-d. à destination d'un pays ou territoire tiers). Les biens à destination de pays ou territoires tiers peuvent sortir du territoire communautaire au départ du Luxembourg soit par voie directe (par avion ➔), soit en transitant par d'autres États membres de la CE (→), l'exportation définitive devant être certifiée au poste de sortie du territoire communautaire.



### **3. Acquisition intracommunautaire de biens**

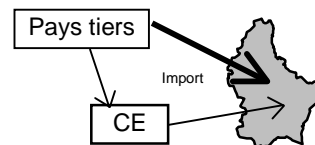
Acquisition de biens meubles corporels effectuée dans les conditions suivantes:

- l'acquéreur obtient du fournisseur le pouvoir de disposer des biens comme un propriétaire;
- les biens sont expédiés ou transportés à partir d'un autre État membre de la CE à destination du Luxembourg;
- le fournisseur est assujéti à la TVA dans son État membre et ne bénéficie pas d'un régime de franchise de la TVA.



### **4. Importation de biens**<sup>1)</sup>

Ce terme vise les biens qui sont expédiés ou transportés à partir d'un pays ou territoire ne faisant pas partie de la CE (pays ou territoire tiers) sur le territoire du Luxembourg et qui y sont mis en libre pratique conformément à la législation douanière. Les biens en provenance de pays tiers peuvent entrer au Luxembourg soit par voie directe (par avion ➔), soit en transitant par d'autres États membres de la Communauté (→), l'importation définitive des biens sur territoire communautaire n'étant déclarée qu'au Luxembourg.



1) Des renseignements concernant les formalités à remplir en cas d'exportation ou d'importation peuvent être obtenus auprès de l'Administration des Douanes et Accises (voir sous "Adresses utiles")

## 5. Prestation de services

La prestation de services est définie en matière de TVA comme toute opération qui ne constitue ni une livraison d'un bien, ni une acquisition intracommunautaire d'un bien, ni une importation d'un bien.

## 6. Moyen de transport neuf (en matière de TVA)

On considère, en matière de TVA, comme moyens de transport neufs

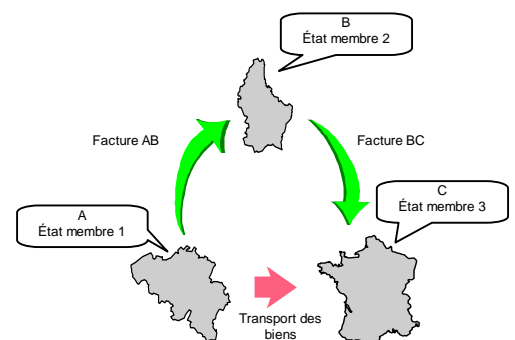
- les bateaux<sup>7)</sup> d'une longueur de plus de 7,5 mètres, lorsque la livraison est effectuée dans un délai inférieur ou égal à trois mois après la première mise en service ou qu'ils ont navigué moins de 100 heures;
- les aéronefs<sup>7)</sup> dont le poids total au décollage excède 1.550 kilogrammes, lorsque la livraison est effectuée dans un délai inférieur ou égal à trois mois après la première mise en service ou qu'ils ont volé moins de 40 heures;
- les véhicules terrestres à moteur d'une cylindrée de plus de 48 centimètres cube ou d'une puissance de plus de 7,2 kilowatts, destinés au transport de personnes ou de marchandises, lorsque la livraison est effectuée dans un délai inférieur ou égal à six mois après la première mise en service ou qu'ils ont parcouru moins de 6.000 kilomètres.

<sup>7)</sup> à l'exception de ceux visés à l'article 43, paragraphe 1 sous h) et i) de la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

## 7. Opération intracommunautaire dite "triangulaire"

On qualifie d'opération triangulaire intracommunautaire la livraison de biens mettant en relation **trois opérateurs identifiés à la TVA dans trois États membres différents de l'UE**:

C, établi et identifié à la TVA dans l'État membre 3, commande un bien auprès de l'assujetti B, établi et identifié à la TVA dans l'État membre 2, qui, à son tour, commande ce bien auprès de l'assujetti A, établi et identifié à la TVA dans l'État membre 1. Le bien est expédié ou transporté directement de A vers C. Le transport ou l'expédition se fait soit par A, soit par B, soit par un tiers pour leur compte.





## Qui doit s'inscrire à la TVA et quand

En général, toute personne qui exerce une activité lui conférant la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée doit, dans les quinze jours du commencement de cette activité, en faire la déclaration à l'administration de l'enregistrement.

Font exception à cette règle générale

- a) les personnes qui n'ont pas d'établissement stable à l'intérieur du pays et qui exercent leur activité exclusivement à l'étranger;
- b) les assujettis qui exercent une activité dont le lieu se situe en vertu des dispositions de la loi TVA à l'intérieur du pays, mais qui est entièrement exonérée conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi TVA et qui n'ouvre pas droit à la déduction de la taxe en amont (p.ex. médecins et médecins-dentistes, hôpitaux, établissements d'enseignement scolaire ou universitaire,...);
- c) les assujettis bénéficiant du régime de l'imposition forfaitaire de l'agriculture et de la sylviculture, tel que visé à l'article 58 de la loi TVA;
- d) les assujettis bénéficiant d'une franchise de TVA conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi TVA (franchise pour petites entreprises);
- e) les personnes qui effectuent à titre occasionnel la livraison d'un moyen de transport neuf.

Ces personnes sont dispensées, entre autres, de faire la déclaration de leur commencement d'activité à l'administration.

### A titre d'exemples:

#### ■ Doit s'inscrire à la TVA

- Toute personne établie au Luxembourg qui commence une activité taxable et qui présume que son chiffre d'affaires annuel va dépasser le montant de 10.000 EUR.
- Toute personne, quel que soit son chiffre d'affaires, qui n'est pas établie ou domiciliée au Luxembourg, mais qui y effectue des opérations soumises à la TVA luxembourgeoise pour lesquelles elle est le redevable de la taxe.
- Toute personne visée sous b), c) et d) ci-dessus, ainsi que toute personne morale non assujettie, qui effectue des acquisitions intracommunautaires de biens, lorsque la somme hors TVA de toutes les acquisitions intracommunautaires effectuées au cours d'une même année civile dépasse le seuil de 10.000 EUR.  
L'inscription doit se faire avant le premier jour du mois suivant celui au cours duquel ce seuil est dépassé.
- Toute personne assujettie établie au Luxembourg qui ne réalise que des opérations n'ouvrant pas droit à déduction et qui se fait effectuer par un assujetti établi à l'étranger des prestations de services pour lesquelles le preneur est le redevable de la taxe.
- Toute personne établie au Luxembourg soumise au régime d'imposition forfaitaire agricole et sylvicole, et qui effectue des livraisons de vin, de crémant ou de bois pour un montant annuel supérieur à 10.000 EUR.
- Toute personne établie et identifiée à la TVA dans un autre État membre de la CE qui effectue, avec prise en charge de l'expédition ou du transport, des livraisons de biens à des personnes non identifiées à la Luxembourg établies ou domiciliées au Luxembourg, lorsque le montant annuel de ces livraisons dépasse le seuil de 100.000 EUR.  
Cette catégorie de livraisons de biens est communément appelée "ventes à distance".

■ **Peut** s'inscrire à la TVA

- Toute personne qui veut renoncer à l'exonération prévue pour les livraisons et les locations de biens immeubles et opter pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée sur ces opérations.
- Toute personne établie au Luxembourg dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur au montant de 10.000 EUR, mais qui veut opter pour le régime de taxation normal.
- Toute personne assujettie visée sous b), c) et d) ci-dessus, ainsi que toute personne morale non assujettie établie au Luxembourg, qui effectue des acquisitions intracommunautaires de biens dont le montant annuel hors taxe est inférieur à 10.000 EUR, mais veut opter pour la taxation de ces acquisitions au Luxembourg.
- Toute personne assujettie établie et identifiée à la TVA dans un autre État membre de la CE qui effectue, avec prise en charge de l'expédition ou du transport, des livraisons de biens à des personnes non identifiées à la TVA établies ou domiciliées au Luxembourg, lorsque le montant annuel de ces livraisons est inférieur à 100.000 EUR, et que cette personne désire appliquer la TVA luxembourgeoise sur ces ventes.
- Toute personne établie au Luxembourg soumise au régime d'imposition forfaitaire agricole et sylvicole et qui désire être soumise au régime d'imposition normal.

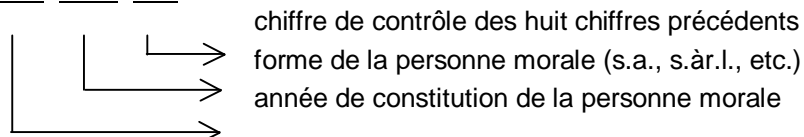
Dans chacun de ces cas, la personne désirant s'inscrire à la TVA doit envoyer une déclaration d'option écrite au bureau d'imposition compétent (voir sous "Organisation des services de la TVA"). Le formulaire à utiliser est disponible auprès du bureau d'imposition ou bien sur le site internet de l'administration <https://saturn.etat.lu/etva/>.

**N° matricule, n° d'identification à la TVA et n° IB LC**

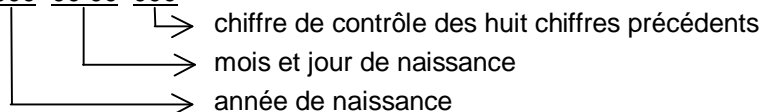
Une déclaration d'immatriculation à la TVA doit être déposée auprès du bureau d'imposition compétent (voir "Organisation des Services TVA" sous 1.). Le formulaire correspondant peut être obtenu auprès de ce bureau ou sur le site internet de l'administration <https://saturn.etat.lu/etva/>.

Le **n° matricule** est le numéro attribué lors de l'inscription au répertoire national des personnes physiques et morales. Il se compose en tout de 11 chiffres groupés comme suit:

Personnes morales: 0000 0000 000



Personnes physiques: 0000 00 00 000



Le n° matricule est utilisé essentiellement dans les rapports avec l'administration (déclaration, paiement, etc.).

Le **n° d'identification à la TVA** et le **n° IBLC** sont attribués lors de l'immatriculation d'une personne à la TVA. Ils se composent d'un groupe identique et unique de 8 chiffres, le n° d'identification étant encore précédé des deux lettres LU.

Le **n° d'identification à la TVA** est utilisé dans les échanges intracommunautaires: p.ex. les assujettis effectuant des acquisitions intracommunautaires doivent avoir communiqué leur n° d'identification LU à leur fournisseur afin que la TVA de l'État membre de la vente ne leur soit pas mise en compte; de même, les assujettis effectuant des livraisons intracommunautaires de biens doivent se faire communiquer le n° d'identification à la TVA par leur client pour pouvoir effectuer ces livraisons en exonération de TVA luxembourgeoise, le n° d'identification du client devant figurer sur la facture lui adressée. En cas de doute, les n°s d'identification à la TVA fournis par des assujettis étrangers peuvent être vérifiés au Luxembourg soit auprès du service de coopération administrative en matière de TVA (S.C.A.T.), soit sur le site internet de l'administration <https://saturn.etat.lu/etva/>.

Le **n° IBLC** n'est utilisé que dans les opérations import-export.

## Obligations de l'assujetti

☐ Un assujetti est notamment tenu <sup>1)</sup>

- 1) de déposer une déclaration lors du commencement, du changement ou de la cessation de son activité *(au moyen d'un formulaire fourni par l'administration)*;
- 2) de s'assurer qu'une facture est émise par lui-même ou, en son nom et pour son compte, par son client ou par un tiers,
  - pour les livraisons de biens et les prestations de services qu'il effectue pour un autre assujetti ou pour une personne morale non assujettie, et
  - pour les acomptes qui lui sont versés avant que la livraison de bien ou la prestation de services ne soit effectuée.

L'établissement des factures par le client d'un assujetti n'est autorisé que s'il existe un accord préalable sur les conditions et modalités de facturation ainsi qu'une procédure d'acceptation des factures entre l'assujetti et son client. L'accord préalable et la procédure d'acceptation par facture doivent être faits sur support papier ou sous forme électronique;
- 3) de veiller à ce que soient stockées des copies des factures émises par lui-même ou, en son nom et pour son compte, par son client ou par un tiers, ainsi que toutes les factures qu'il a reçues;
- 4) de déclarer et d'acquitter périodiquement la taxe exigible;
- 5) de présenter pour chaque période d'imposition, qui correspond à l'année civile, une déclaration annuelle;
- 6) de tenir une comptabilité appropriée, suffisamment détaillée pour permettre l'application de la taxe et les contrôles de l'administration. Cette comptabilité doit notamment comprendre d'une manière distincte les données qui sont à reprendre dans les déclarations que l'assujetti doit déposer en vertu de la loi TVA.

☐ L'assujetti qui a effectué des livraisons intracommunautaires de biens doit en outre déposer pour chaque trimestre civil un état récapitulatif des acquéreurs identifiés à la TVA dans un autre État membre auxquels il a effectué ces livraisons de biens.

1) Les assujettis visés sous b), c), d) et e) à la page 6 peuvent être exemptés de certaines obligations.

- ▣ L'assujetti qui a expédié ou transporté des biens à partir du Luxembourg vers un autre État membre de CE, pour les besoins de
  - travaux portant sur ces biens, matériellement exécutés dans l'État membre d'arrivée de l'expédition ou du transport des biens, si les biens, après travaux, sont réexpédiés à destination du donneur d'ordre au Luxembourg
  - ou
  - l'utilisation temporaire de ces biens sur le territoire de l'État membre d'arrivée de l'expédition ou du transport des biens, pour les besoins de prestations de services effectuées par l'assujetti (p.ex.: outils professionnels amenés par une entreprise dans un autre État membre dans le cadre de son activité professionnelle)
  - ou
  - l'utilisation temporaire de ce bien, pour une période qui ne peut excéder 24 mois, sur le territoire d'un autre État membre à l'intérieur duquel l'importation de ce même bien en provenance d'un pays tiers en vue d'une utilisation temporaire bénéficierait du régime de l'admission temporaire en exonération totale de droits à l'importation (p.ex. outils professionnels et leurs accessoires nécessaires à l'exercice d'une profession ou pour accomplir un travail déterminé; marchandises destinées à être présentées ou utilisées à l'occasion d'une exposition, foire, congrès ou manifestation similaire),
 doit tenir un registre de ces biens.
- ▣ L'assujetti qui a reçu des biens meubles corporels de la part d'un client identifié à la TVA dans un autre État membre pour effectuer une expertise ou des travaux sur ces biens, doit tenir une comptabilité suffisamment détaillée pour permettre l'identification de ces biens.
- ▣ L'assujetti établi en dehors de la CE et n'ayant ni domicile, ni résidence, ni siège social au Luxembourg peut être obligé par l'administration de déposer un cautionnement ou une lettre de garantie délivrés par un établissement bancaire agréé, destinés à assurer le paiement de la taxe et des amendes, qui sont exigibles ou qui peuvent devenir exigibles en raison des opérations imposables effectuées ou à effectuer par l'assujetti. Cette obligation doit être exécutée dans le délai d'un mois à partir de la demande de l'administration.

## Déclaration du chiffre d'affaires d'après les ventes ou d'après les recettes

L'imposition des livraisons de biens et des prestations de services se fait en principe d'après les **ventes**, la taxe devenant exigible

- au moment où la livraison de biens ou la prestation de services est effectuée;
- au moment de l'établissement des factures, lorsque le preneur est un assujetti ou une personne morale non assujettie, étant entendu que l'exigibilité a lieu au plus tard le 15 du mois qui suit celui de la réalisation de l'opération imposable;
- au moment du versement d'un acompte avant la réalisation de l'opération imposable.

L'assujetti qui n'effectue pas de livraisons intracommunautaires de biens et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 300.000 EUR est soumis au régime d'imposition d'après les **recettes**, la taxe frappant les livraisons de biens et les prestations de services devenant exigible au moment de l'encaissement de la rémunération totale ou partielle; il peut cependant opter pour une taxation d'après les ventes.

Ce régime d'exception vise les petites entreprises qui effectuent exclusivement ou principalement des opérations au stade de la consommation finale (p.ex. épiceries, boucheries, taxis, etc.).

## Factures : Conditions imposées en matière de TVA

À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003, tout document ou message sur papier ou sous format électronique remplissant les conditions de contenu et de transmission énoncées ci-après est considéré comme facture. Le respect de ces conditions garantit l'**acceptation d'une facture pour les besoins de la TVA au niveau communautaire**, c.-à-d. par tous les États membres, notamment en ce qui concerne le droit à déduction.

### Contenu de la facture

Pour qu'une facture soit conforme en matière de TVA, elle doit **obligatoirement** comporter les mentions suivantes:

#### ❑ Mentions **communes** à toutes les factures:

- la date d'émission;
- un numéro séquentiel, basé sur une ou plusieurs séries, qui identifie la facture de façon unique;
- le numéro d'identification à la TVA sous lequel l'assujetti a effectué la livraison de biens ou la prestation de services;
- le nom complet et l'adresse de l'assujetti et de son client;
- la quantité et la nature des biens livrés ou l'étendue et la nature des services rendus;
- la date à laquelle est effectuée, ou achevée, la livraison de biens ou la prestation de services ou la date à laquelle est versé un acompte, dans la mesure où une telle date est déterminée et différente de la date d'émission de la facture;
- le prix unitaire hors taxe, ainsi que les escomptes, rabais ou ristournes éventuels s'ils ne sont pas compris dans le prix unitaire.

#### ❑ Mentions **spécifiques** dans le cas de facturation

##### ► avec TVA:

- la base d'imposition pour chaque taux;
- le taux de TVA appliqué;
- le montant de taxe à payer (sauf lorsque l'assujetti applique un régime particulier pour lequel la loi TVA exclut une telle mention, p.ex. le régime particulier de la marge bénéficiaire applicable aux livraisons de biens d'occasion, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité);

##### ► en exonération de la TVA:

- la base d'imposition pour chaque exonération;
- la référence à la disposition pertinente de la directive 77/388/CEE (6<sup>e</sup> directive TVA) ou à la disposition correspondante de la loi TVA ou à toute autre mention indiquant que la livraison bénéficie d'une exonération;
- dans le cas d'une livraison intracommunautaire de biens: le numéro d'identification à la TVA du client, sous lequel celui-ci a reçu cette livraison de biens;
- dans le cas d'une livraison intracommunautaire d'un moyen de transport neuf, la date de la première mise en service de ce moyen de transport, ainsi que
  - pour les **bateaux**: la longueur et le nombre d'heures qu'ils ont navigué depuis leur première mise en service;
  - pour les **aéronefs**: le poids total au décollage et le nombre d'heures qu'ils ont volé depuis leur première mise en service;
  - pour les **véhicules terrestres**: la cylindrée ou la puissance ainsi que le nombre de kilomètres qu'ils ont parcourus depuis leur première mise en service;

- ▶ d'une livraison de biens ou d'une prestation de services pour laquelle l'acquéreur respectivement le preneur est le redevable de la taxe:
  - le numéro d'identification à la TVA du client, sous lequel celui-ci a reçu cette livraison de biens ou cette prestation de services;
  - la référence à la disposition pertinente de la directive 77/388/CEE (6<sup>e</sup> directive TVA) ou à la disposition correspondante de la loi TVA ou à toute autre mention indiquant que la livraison bénéficie de l'autoliquidation;
- ▶ en application du régime de la marge bénéficiaire: la référence à l'article 26 ou 26bis de la directive 77/388/CEE (6<sup>e</sup> directive TVA) ou à l'article 56bis ou 56ter de la loi TVA, ou à toute autre mention indiquant que le régime de la marge bénéficiaire a été appliqué.

**Remarque:** Lorsqu'une facture ne porte pas sur des opérations impliquant un autre État membre et que son montant global taxe comprise ne dépasse pas 100 EUR, il est admis qu'elle ne doit comporter que les indications suivantes:

- la date d'émission;
- le nom et l'adresse du fournisseur du bien ou du prestataire du service;
- la quantité et la nature des biens livrés respectivement l'étendue et la nature des services rendus;
- le prix taxe comprise;
- le taux de la taxe.

### **Transmission d'une facture par voie électronique**

Les factures transmises par voie électronique sont considérées comme factures pour les besoins de la TVA, à condition que l'authenticité de leur origine et l'intégrité de leur contenu soient garanties

- soit au moyen d'une signature électronique avancée au sens du point 2) de l'article 2 de la directive 1999/93/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 sur un cadre communautaire pour les signatures électroniques;
- soit au moyen d'un échange de données informatiques (EDI) tel que défini à l'article 2 de la recommandation 1994/820/CE de la Commission du 19 octobre 1994 concernant les aspects juridiques de l'échange de données informatiques, lorsque l'accord relatif à cet échange prévoit l'utilisation de procédures garantissant l'authenticité de l'origine et l'intégrité des données.

On entend par transmission d'une facture par voie électronique une transmission ou une mise à disposition du destinataire effectuées au moyen d'équipements électroniques de traitement (y compris la compression numérique) de données, et en utilisant le fil, la radio, les moyens optiques ou d'autres moyens électromagnétiques.

Tout document ou message qui modifie la facture initiale et y fait référence spécifique et non équivoque est assimilé à une facture.

## Déclarations – Délais – Dépôt – Paiement

### ☐ Déclaration de commencement, de changement ou de cessation d'activité

- ▶ Commencement de l'activité: Lorsqu'une personne, morale ou physique, a l'intention d'exercer une activité économique qui lui confère le statut d'assujetti à la TVA, elle doit, dans les quinze jours du commencement de cette activité, en faire la déclaration à l'administration de l'enregistrement.
- ▶ Changement: La déclaration prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit être renouvelée par l'assujetti lors de toute modification substantielle des conditions d'exercice de son activité, telle que l'adjonction d'une nouvelle branche d'activité ou l'ouverture d'une succursale ou la modification de la forme juridique de l'entreprise.
- ▶ Cessation de l'activité: L'assujetti qui cesse son activité en tout ou en partie doit, dans les quinze jours de la cessation totale ou partielle, en faire la déclaration au bureau d'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée auprès duquel il est immatriculé.

### ☐ Déclarations de TVA

Un assujetti a l'obligation de déclarer et d'acquitter périodiquement la taxe exigible. Cette périodicité, c.-à-d. le nombre de déclarations de TVA à déposer (régime déclaratif) est déterminée sur base du chiffre d'affaires annuel de l'assujetti.

L'administration procède chaque année à une révision de la périodicité déclarative appliquée, révision pouvant entraîner une adaptation de la périodicité en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires.

- ▶ Chiffre d'affaires annuel hors taxe  $\leq$  **112.000,00 EUR**  
L'assujetti doit déposer avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année la déclaration relative à la taxe sur la valeur ajoutée qui est devenue exigible au cours de l'année civile précédente (déclaration annuelle) et à acquitter ladite taxe dans ce même délai.
- ▶ Chiffre d'affaires annuel  $>$  **112.000,00 EUR** mais  $\leq$  **620.000,00 EUR**  
L'assujetti doit déposer avant le quinzième jour de chaque trimestre civil la déclaration relative à la TVA qui est devenue exigible au cours du trimestre civil précédent (déclaration trimestrielle) et acquitter ladite taxe dans ce même délai.  
Il doit en outre déposer, avant le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, une déclaration récapitulative relative à la TVA qui est devenue exigible au cours de l'année civile précédente et acquitter dans le même délai le solde de taxe éventuellement dû en vertu de cette déclaration annuelle.
- ▶ Chiffre d'affaires  $>$  **620.000,00 EUR**  
L'assujetti doit déposer avant le quinzième jour de chaque mois la déclaration relative à la TVA qui est devenue exigible au cours du mois précédent (déclaration mensuelle) et acquitter ladite taxe dans ce même délai.  
Il doit en outre déposer, avant le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, une déclaration récapitulative relative à la TVA qui est devenue exigible au cours de l'année civile précédente et acquitter dans le même délai le solde de taxe éventuellement dû en vertu de cette déclaration annuelle.

Les régimes de déclaration mensuelle, trimestrielle et annuelle sont à respecter rigoureusement. Les déclarations portant sur des périodes autres que celles sous lesquelles les assujettis se trouvent enregistrés dans la liste des assujettis à la TVA sont refusées.

**En cas de cessation d'activité** au cours d'une année civile, l'assujetti doit déposer dans les deux mois de la cessation une déclaration tenant lieu de déclaration annuelle pour cette année civile et acquitter dans ce même délai le solde TVA éventuellement dû en vertu de ladite déclaration.

## □ État récapitulatif

Les assujettis, qui ont effectués au cours d'un trimestre civil des livraisons intracommunautaires de biens exonérées à des acquéreurs identifiés à la TVA dans un autre État membre, doivent déposer avant le quinzième jour du trimestre civil suivant un état récapitulatif de ces livraisons.

Attention: ne pas confondre avec le formulaire INTRASTAT, à fournir au STATEC.

## Modalités

Les formulaires nécessaires pour effectuer les déclarations de commencement, de modification ou de cessation d'activité sont envoyés à l'assujetti par l'administration, sur demande de l'assujetti.

Les formulaires pour effectuer une déclaration de TVA et l'état récapitulatif sont envoyés en temps utile par l'administration à l'assujetti.

Ces formulaires sur support papier sont à renvoyer dûment remplis et signés à l'adresse y indiquée. Ils sont également disponibles sur le site internet <https://saturn.etat.lu/etva/>.

Les déclarations de commencement, de modification ou de cessation d'activité, les déclarations de TVA ainsi que les états récapitulatifs peuvent être transmis à l'administration par voie électronique, à condition que ce soit moyennant un procédé autorisé par l'administration et garantissant l'authenticité de leur origine et l'intégrité, la non-répudiation et la confidentialité de leur contenu; dans ce cas, la réception par l'administration des données afférentes transmises par voie électronique conformément à ces règles vaut dépôt.

## □ Paiement de la taxe

**Où:** - En liquide ou par chèque (les frais bancaires sont à charge de l'assujetti) à l'adresse suivante:

**Administration de l'Enregistrement et des Domaines  
Recette Centrale  
1-3, avenue Guillaume  
L-1651 Luxembourg**

- Par virement ou versement sur le compte de la Recette Centrale:  
Compte chèque postal: **IBAN LU31 1111 0114 1970 0000**  
**Code BIC: CCPLLULL**

**Quand:** L'échéance pour le paiement de la taxe est identique à l'échéance prévue pour le dépôt des déclarations (voir sous "Déclarations de TVA" ci-avant).

**L'assujetti doit indiquer clairement le n° matricule et la période de déclaration auxquels le paiement sera à affecter.**

## Remboursement à l'assujetti d'un excédent de taxe en amont

Un remboursement de taxe en amont est effectué par l'administration sur demande de l'assujetti

- lorsque l'excédent dépasse le montant de 1.200,00 EUR;
- lorsque l'excédent, même inférieur à ce montant mais supérieur à 2,40 EUR, existe à la fin d'une année civile.

L'excédent, dont le remboursement n'est pas expressément demandé par l'assujetti, est reporté sur la période de déclaration suivante.

Le remboursement de l'excédent de taxe en amont est effectué par les services de la Recette Centrale sur un compte chèque postal ou bancaire de l'assujetti.



## Détermination du lieu d'une opération Détermination du redevable de la taxe

Déterminer en matière de TVA le lieu d'une opération signifie déterminer quel pays est fiscalement compétent pour l'opération en cause, chaque pays ne pouvant imposer que les opérations localisées sur son territoire.

Une opération est imposable au Luxembourg dans la mesure où le lieu de cette opération se situe, en vertu des articles 14 (livraisons de biens), 17 (prestations de services), 18ter (acquisitions intracommunautaires de biens) et 19 (importations de biens) de la loi TVA, sur le territoire du Luxembourg.

Le débiteur ou redevable de la taxe luxembourgeoise est déterminé par les dispositions de l'article 26 de la loi TVA; il s'agit de la personne qui est redevable de la TVA envers le Trésor public. En général, la taxe est due par toute personne qui mentionne la taxe sur la valeur ajoutée sur une facture.

### ▣ Livraisons de biens

La première distinction à faire en cas de livraisons de biens est la suivante: s'agit-il d'un bien qui est expédié ou transporté, donc qui bouge, ou d'un bien qui n'est pas expédié ou transporté au moment de sa livraison, c.-à-d. au moment où s'opère le transfert du pouvoir de disposer du bien comme un propriétaire.

#### 1. Le bien n'est pas expédié ou transporté

- **Règle générale:** Le lieu de la livraison est réputé se situer à l'endroit où le bien se trouve au moment de la livraison.

Dans cette situation

- ⇒ la livraison est imposable au Luxembourg si le bien s'y trouve physiquement au moment de la livraison;
- ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le fournisseur.

- **Dans le cadre d'opérations triangulaires:** Le lieu de la livraison de B à C est réputé se situer sur le territoire de l'État membre 3 (A ayant déjà transporté le bien dans l'État membre 3 à destination de C, la livraison de B à C est une livraison d'un bien qui ne bouge plus).

Dans cette situation

- ⇒ la livraison est imposable au Luxembourg si le bien s'y trouve physiquement au moment de la livraison (donc si le Luxembourg est l'État membre 3);
- ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est l'acquéreur, si toutes les conditions en matière de facturation ont été respectées.

- **Le bien fait l'objet d'une installation ou d'un montage par le fournisseur ou par un tiers pour son compte:** Le lieu de la livraison est réputé se situer à l'endroit où est faite l'installation ou le montage (le transfert du pouvoir de disposer du bien comme un propriétaire ne s'effectuant qu'une fois l'installation ou le montage terminé, il s'agit là aussi de la livraison d'un bien qui n'est pas expédié ou transporté)

Dans cette situation

- ⇒ la livraison est imposable au Luxembourg si le bien est monté ou installé au Luxembourg;
- ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le fournisseur.

• ***Livraisons de gaz, par le réseau de distribution de gaz naturel, ou d'électricité:***

- ▶ La livraison est effectuée à un assujetti-revendeur (assujetti dont l'activité principale en ce qui concerne l'achat de gaz et d'électricité consiste à revendre ces produits et dont la consommation propre de ces produits est négligeable): le lieu de cette livraison se situe à l'endroit où cet assujetti-revendeur a établi le siège de son activité économique ou possède un établissement stable pour lequel les biens sont livrés respectivement à l'endroit où il a son domicile ou réside habituellement.

Dans cette situation

- ⇒ la livraison est imposable au Luxembourg si le siège, l'établissement stable ou le domicile de l'assujetti-revendeur se trouve au Luxembourg;
- ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est l'assujetti-revendeur.

- ▶ La livraison est effectuée à une personne qui n'est pas un assujetti-revendeur: le lieu de cette livraison se situe à l'endroit où l'acquéreur utilise et consomme effectivement les biens, respectivement à l'endroit où il a établi le siège de son activité économique ou possède un établissement stable pour lequel les biens sont livrés ou à l'endroit où il a son domicile ou réside habituellement.

Dans cette situation

- ⇒ la livraison est imposable au Luxembourg si la consommation effective se fait au Luxembourg, respectivement si le siège, l'établissement stable ou le domicile de l'acquéreur se trouve au Luxembourg;
- ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est
  - le fournisseur établi au Luxembourg;
  - le fournisseur établi dans un pays autre que le Luxembourg, si l'acquéreur n'est pas identifié à la TVA au Luxembourg;
  - l'acquéreur identifié à la TVA au Luxembourg, si le fournisseur n'est pas établi au Luxembourg.

2. Le bien est livré à bord d'un bateau, d'un avion ou d'un train, et au cours de la partie d'un transport de passagers effectuée à l'intérieur de la Communauté

Le lieu est réputé se situer au lieu de départ du transport de passagers à l'intérieur de la Communauté Européenne (CE), c.-à-d. au premier point d'embarquement de passagers prévu à l'intérieur de la CE.

Dans cette situation

- ⇒ la livraison est imposable au Luxembourg si pour un tel transport, le premier point d'embarquement de passagers se trouve au Luxembourg;
- ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le fournisseur

3. Le bien est expédié ou transporté (circonstances autres que celles visées sous 2.)

Suivant la nature du bien, la qualité de l'acquéreur ou les modalités de transport, deux situations peuvent se présenter: soit le lieu se situe à l'endroit où le bien se trouve au moment du départ de l'expédition ou du transport, soit le lieu se situe à l'endroit où les biens se trouvent au moment de l'arrivée de l'expédition ou du transport.

Livraisons pour lesquelles le lieu se situe au départ du transport:

- le bien est un moyen de transport neuf;
- le bien reste physiquement à l'intérieur du pays (livraisons internes);
- le bien est expédié ou transporté de la Communauté Européenne (CE) vers un pays ne faisant pas partie de la CE;
- le bien est expédié ou transporté à destination d'une personne identifiée à la TVA dans un État membre de la CE autre que le pays de départ;
- le bien est expédié ou transporté hors de l'EM de départ par l'acquéreur non identifié à la TVA ;
- le bien est expédié ou transporté hors de l'EM de départ par le fournisseur à destination d'une personne non identifiée à la TVA établie ou domiciliée dans un autre État membre de la CE, dans le respect des conditions suivantes:
  - il s'agit de biens autres que huiles minérales, boissons alcooliques, tabacs manufacturés ou moyens de transport neufs et
  - le montant total annuel des livraisons effectuées dans les mêmes conditions ne donne pas lieu à une immatriculation du fournisseur dans l'État membre d'arrivée des biens respectivement le fournisseur n'a pas opté pour l'application de la TVA de l'État membre d'arrivée des biens.

Dans ces cas de figure

- ⇒ la livraison est imposable au Luxembourg, si le Luxembourg est le pays de départ du transport;
- ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est en principe le fournisseur du bien, sauf s'il prouve qu'il peut bénéficier d'une disposition d'exonération de la TVA, notamment dans le cas d'exportation de biens ou de livraison intracommunautaire de biens.

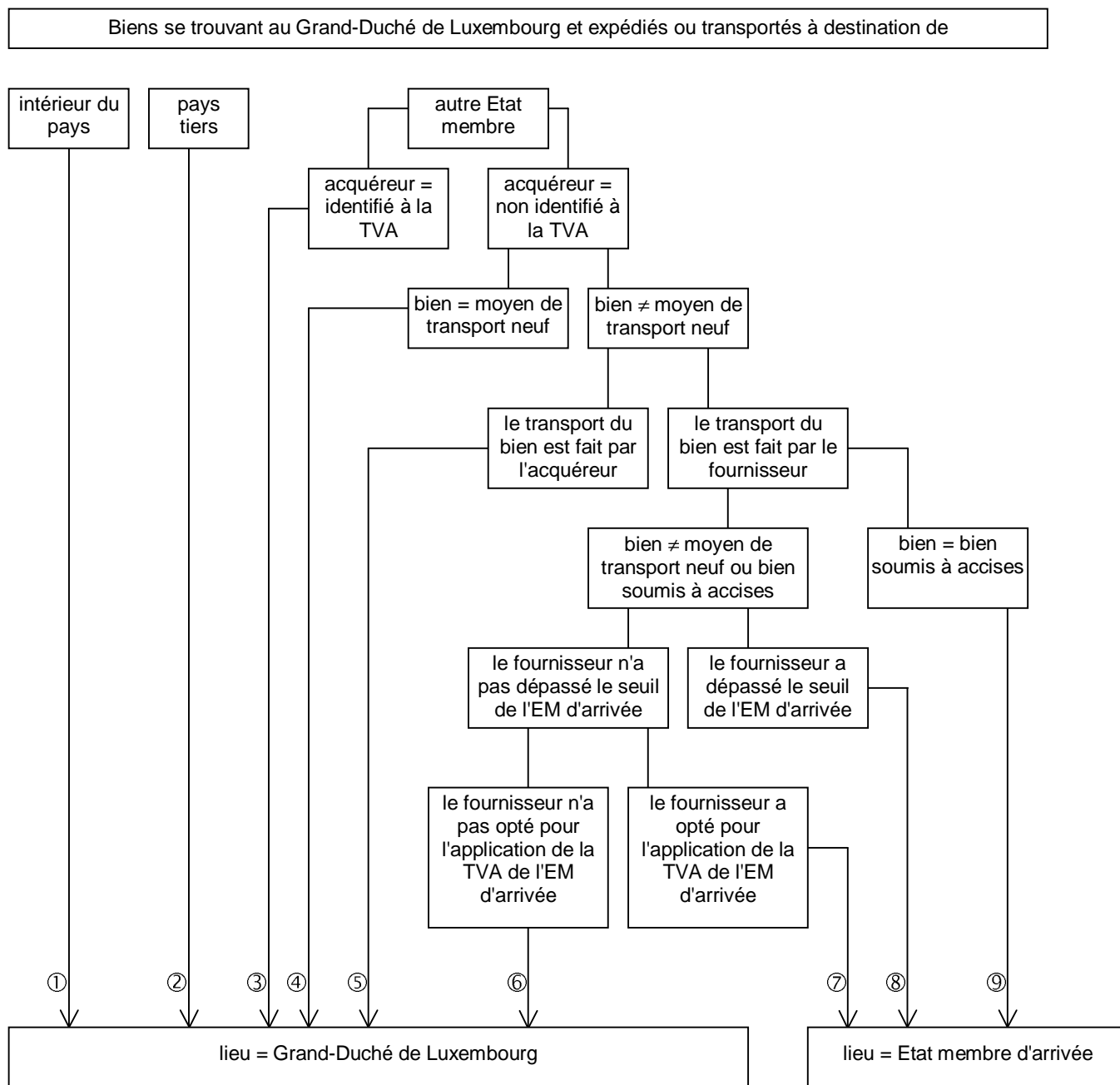
Livraisons pour lesquelles le lieu se situe à l'arrivée du transport:

- le bien est expédié ou transporté hors de l'EM de départ par le fournisseur à destination d'une personne non identifiée à la TVA établie ou domiciliée dans un autre État membre de la CE et
  - il s'agit d'huiles minérales, de boissons alcooliques ou de tabacs manufacturés ou
  - il s'agit de biens autres que huiles minérales, boissons alcooliques, tabacs manufacturés ou moyens de transport neufs et le montant total annuel des livraisons effectuées dans les mêmes conditions donne lieu à une immatriculation du fournisseur dans l'État membre d'arrivée des biens<sup>1)</sup> ou le fournisseur a opté pour l'application de la TVA de l'État membre d'arrivée des biens.

Dans ces cas de figure

- ⇒ la livraison est imposable au Luxembourg si le Luxembourg est le pays d'arrivée des biens<sup>1)</sup>;
- ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le fournisseur du bien.

<sup>1)</sup> pour le Luxembourg: montant total annuel des livraisons supérieur à 100.000 EUR



Conséquences pour le fournisseur:

- ① ⑤ ⑥ le fournisseur établit une facture avec TVA luxembourgeoise
- ② le fournisseur établit une facture en exonération de la TVA luxembourgeoise, à condition d'avoir la preuve que la bien a quitté le territoire de la Communauté Européenne
- ③ le fournisseur effectue une livraison intracommunautaire d'un bien, exonérée de la TVA luxembourgeoise
- ④ le fournisseur effectue une livraison intracommunautaire d'un moyen de transport neuf, exonérée de la TVA luxembourgeoise
- ⑦ ⑧ ⑨ le fournisseur doit s'identifier à la TVA dans l'Etat membre d'arrivée et établir une facture avec la TVA de cet Etat membre

## ❑ Acquisitions intracommunautaires de biens

Si un bien acquis a été expédié ou transporté à partir d'un autre État membre de la CE à destination du Luxembourg, donc si le bien arrive physiquement sur le territoire du Luxembourg, cette acquisition est imposable en tant qu'acquisition intracommunautaire de biens au Luxembourg dans les cas suivants:

1. L'acquéreur est identifié à la TVA au Luxembourg et a indiqué ce n° d'identification au fournisseur.
  2. Le bien est un moyen de transport neuf, peu importe qui est l'acquéreur.
  3. L'acquéreur est un assujetti ou une personne morale non assujettie non identifiés à la TVA au Luxembourg et le bien est un bien soumis à accises (huiles minérales, alcools, boissons alcooliques ou tabacs manufacturés). Dans ce cas, l'acquéreur devra se faire identifier à la TVA.
  4. L'acquéreur est un assujetti ou une personne morale non assujettie non identifiés à la TVA et le montant global hors TVA de ces biens acquis a excédé, au cours de l'année civile précédente, ou excède pendant l'année civile en cours au moment de l'acquisition, le seuil de dix mille euros. Dans ce cas, l'acquéreur devra se faire identifier à la TVA.
- ⇒ Le redevable de la TVA luxembourgeoise relative à une acquisition intracommunautaire de biens est l'acquéreur du bien.

## ❑ Importations de biens

Si un bien est expédié ou transporté à partir d'un pays ne faisant pas partie de la Communauté Européenne à destination du Luxembourg et que ce bien est mis en libre pratique au Luxembourg, le destinataire du bien réalise une importation de biens, imposable au Luxembourg.

- ⇒ Le redevable de la TVA luxembourgeoise relative à une importation de biens est la personne désignée comme importateur sur les documents douaniers; le TVA est due sur la valeur en douane du bien, y compris impôts, droits, prélèvements et autres taxes qui sont dus soit à l'étranger soit en raison de l'importation, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même, et y compris tous les frais accessoires (transport, assurance, etc.), connus au moment de l'importation.

## ❑ Prestations de services

1. En règle générale, le lieu de la prestation d'un service est réputé se situer à l'endroit où le prestataire a établi **le siège de son activité économique** à partir duquel ce service est rendu ou un établissement stable à partir duquel la prestation de services est rendue.
  - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si le prestataire est établi au Luxembourg;
  - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le prestataire.
2. La loi prévoit des dérogations à cette règle générale, au sujet desquelles il importe de préciser qu'il n'existe **aucune prééminence de la règle générale sur les dérogations**. La question qui se pose dans chaque situation consiste à se demander si elle est régie par l'un des cas mentionnés sous 2. (dérogations); à défaut, elle relève de la règle générale du paragraphe 1.
  - Le lieu des prestations de services en rapport avec un **immeuble déterminé** est réputé se situer à l'endroit de cet immeuble;
    - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si l'immeuble se trouve au Luxembourg;
    - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le prestataire.

- ▶ Le lieu des prestations de **transport de personnes** est réputé se situer à l'endroit où s'effectue le transport;
  - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg pour la partie du trajet effectué sur territoire luxembourgeois;
  - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le prestataire. En cas de transport à destination ou en provenance d'un pays autre que le Luxembourg, le prestataire peut bénéficier d'une exonération de la TVA luxembourgeoise.
  
- ▶ Le lieu des prestations de **transport national de biens**, c.-à-d. dont le lieu de départ et le lieu d'arrivée sont situés sur le territoire d'un même État membre<sup>1)</sup>, est réputé se situer à l'endroit où s'effectue le transport;
  - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg pour la partie du trajet effectué sur territoire luxembourgeois;
  - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le prestataire.
  
- ▶ Le lieu des prestations de **transport intracommunautaire de biens**, c.-à-d. dont le lieu de départ et le lieu d'arrivée sont situés sur les territoires de deux États membres différents<sup>1)</sup>, est réputé se situer
  - sur le territoire de l'État membre qui a attribué au preneur le numéro d'identification à la TVA sous lequel le service lui a été rendu, si la prestation de services est rendue à un preneur identifié à la TVA dans un État membre autre que celui du départ;
  - au lieu du départ du transport, si la prestation de services est rendue à un preneur qui ne remplit pas les conditions de l'alinéa précédent (soit qu'il n'est pas identifié à la TVA soit qu'il est identifié à la TVA dans l'État membre de départ);
  - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si
    - le preneur est identifié à la TVA au Luxembourg;
    - le Luxembourg est l'État membre de départ du transport;
  - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est
    - le prestataire, s'il s'agit d'un assujetti établi au Luxembourg;
    - le prestataire, s'il s'agit d'un assujetti qui n'est pas établi au Luxembourg et si le preneur de la prestation de transport est une personne non identifiée à la TVA;
    - le preneur identifié à la TVA au Luxembourg, si le prestataire est un assujetti qui n'est pas établi au Luxembourg.
  
- ▶ Le lieu des prestations de **transport de biens à destination d'un pays ou territoire tiers** est réputé se situer à l'endroit où s'effectue le transport;
  - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg pour la partie du trajet effectué sur territoire luxembourgeois;
  - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le prestataire; il peut cependant bénéficier d'une exonération de la TVA luxembourgeoise.
  
- ▶ Le lieu des prestations de services ayant pour objet des **activités accessoires à des transports intracommunautaires de biens** (chargement, déchargement, etc.) est réputé se situer
  - sur le territoire de l'État membre qui a attribué au preneur le numéro d'identification à la TVA sous lequel le service lui a été rendu, si le preneur d'un tel service est identifié à la TVA dans un État membre autre que celui à l'intérieur duquel ces prestations sont matériellement exécutées;
  - à l'endroit où chacune de ces prestations est matériellement exécutée soit pour la totalité soit pour la partie essentielle, si le preneur d'un tel service ne remplit pas les conditions de l'alinéa précédent (soit qu'il n'est pas identifié à la TVA soit qu'il est identifié à la TVA dans l'État membre de l'exécution matérielle de la prestation);
  - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si
    - le preneur est identifié à la TVA au Luxembourg;
    - la prestation est matériellement exécutée au Luxembourg;
  - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est
    - le prestataire, s'il s'agit d'un assujetti établi au Luxembourg;
    - le prestataire, s'il s'agit d'un assujetti qui n'est pas établi au Luxembourg et si le preneur de la prestation est une personne non identifiée à la TVA;
    - le preneur identifié à la TVA au Luxembourg, si le prestataire est un assujetti qui n'est pas établi au Luxembourg.

- ▶ Le lieu des prestations de services ayant pour objet des **activités accessoires à des transports autres** que des transports intracommunautaires de biens est réputé se situer à l'endroit où chacune de ces prestations est matériellement exécutée soit pour la totalité soit pour la partie essentielle
  - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si elle est matériellement exécutée au Luxembourg;
  - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le prestataire.
  
- ▶ Le lieu des prestations de services ayant pour objet des **activités culturelles, artistiques, scientifiques, sportives, d'enseignement, de divertissement** ou des activités similaires, y compris les prestations de services des organisateurs de telles activités, est réputé se situer à l'endroit où chacune de ces prestations est matériellement exécutée soit pour la totalité soit pour la partie essentielle;
  - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si elle est matériellement exécutée au Luxembourg;
  - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le prestataire.
  
- ▶ Le lieu des prestations de services ayant pour objet des **expertises de biens meubles corporels** ou des **travaux portant sur des biens meubles corporels** est réputé se situer
  - sur le territoire de l'État membre qui a attribué au preneur le numéro d'identification à la TVA sous lequel le service lui a été rendu, si les deux conditions suivantes sont respectées: le preneur d'un tel service est identifié à la TVA dans un État membre autre que celui à l'intérieur duquel ces prestations sont matériellement exécutées, et les biens expertisés ou travaillés sont expédiés ou transportés en dehors de l'État membre de l'exécution matérielle de l'expertise ou du travail;
    - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si le preneur est identifié à la TVA au Luxembourg;
    - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le preneur;
  - à l'endroit où chacune de ces prestations est matériellement exécutée soit pour la totalité soit pour la partie essentielle, dans toute autre situation que celle visée au 1<sup>er</sup> tiret ci-dessus;
    - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si elle est matériellement exécutée au Luxembourg;
    - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le prestataire.
  
- ▶ Le lieu des prestations de services suivantes est réputé se situer <sup>2)</sup>
  - à l'endroit où le preneur a établi le siège de son activité économique ou un établissement stable pour lequel la prestation de services a été effectuée, si le preneur est un assujetti établi dans un pays autre (Communauté ou pays tiers) que celui du prestataire;
  - à l'endroit du domicile du preneur, si le preneur est une personne non assujettie domiciliée en dehors de la Communauté:
    - cessions ou **concessions de droits d'auteurs**, de brevets, de droits de licences, de marques de fabrique et de commerce ou d'autres droits similaires;
    - prestations de **publicité**;
    - traitement de données et la **fourniture d'informations**;
    - **opérations bancaires, financières, d'assurance et de réassurance**, à l'exception de la location de coffres-forts;
    - **mise à disposition de personnel**;
    - prestations des **avocats, conseillers, experts-comptables, ingénieurs, bureaux d'études** et autres prestations similaires;
    - **location de biens meubles corporels**, à l'exception de tout moyen de transport;
    - obligations de ne pas exercer, entièrement ou partiellement, une activité professionnelle ou un droit visé ci-dessus;
    - **fourniture d'un accès aux réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité**, ainsi que de services de transport ou de transmission par l'entremise de ces réseaux, et fourniture d'autres services qui y sont directement liés;

- prestations de services effectuées par des intermédiaires qui agissent au nom et pour le compte d'autrui, lorsqu'ils interviennent dans la fourniture de prestations de services visées ci-avant et ci-dessous.
- ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si le preneur est un assujetti établi au Luxembourg et le prestataire est établi dans un État membre de la Communauté autre que le Luxembourg ou hors de la Communauté;
- ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est le preneur assujetti établi au Luxembourg.
- Le lieu des prestations de **télécommunication**<sup>3)</sup> ainsi que des **services de radiodiffusion et de télévision** est réputé se situer<sup>2)</sup>
  - à l'endroit où le preneur a établi le siège de son activité économique ou un établissement stable pour lequel la prestation de services a été effectuée, si le preneur est un assujetti établi dans un pays autre (Communauté ou pays tiers) que celui du prestataire;
  - à l'endroit du domicile du preneur, si le preneur est une personne non assujettie domiciliée en dehors de la Communauté;
  - à l'endroit de l'utilisation et de l'exploitation effectives de ces services, si le preneur est une personne non assujettie établie ou domiciliée dans la Communauté et le prestataire un assujetti établi hors de la Communauté
  - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si
    - le preneur est un assujetti établi au Luxembourg et le prestataire est établi dans un État membre de la CE autre que le Luxembourg ou hors de la CE;
    - le preneur est une personne non assujettie établie ou domiciliée au Luxembourg, le prestataire est un assujetti établi en dehors de la Communauté et l'utilisation effective des services se fait au Luxembourg;
  - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est
    - le preneur assujetti établi au Luxembourg;
    - le prestataire, si le preneur est une personne non assujettie établie ou domiciliée au Luxembourg.
- Le lieu des **services fournis par voie électronique**<sup>4)</sup> est réputé se situer<sup>2)</sup>
  - à l'endroit où le preneur a établi le siège de son activité économique ou un établissement stable pour lequel la prestation de services a été effectuée, si le preneur est un assujetti établi dans un pays autre (Communauté ou pays tiers) que celui du prestataire;
  - à l'endroit du domicile du preneur, si le preneur est
    - une personne non assujettie domiciliée en dehors de la Communauté;
    - une personne non assujettie établie ou domiciliée dans la Communauté et le prestataire un assujetti établi hors de la Communauté;
  - ⇒ la prestation de services est imposable au Luxembourg si
    - le preneur est un assujetti établi au Luxembourg et le prestataire est établi dans un État membre de la CE autre que le Luxembourg ou hors de la CE;
    - le preneur est une personne non assujettie établie ou domiciliée au Luxembourg et le prestataire est un assujetti établi en dehors de la Communauté;
  - ⇒ le redevable de la TVA luxembourgeoise est
    - le preneur assujetti établi au Luxembourg;
    - le prestataire, si le preneur est une personne non assujettie établie ou domiciliée au Luxembourg.

**Notes en rapport avec les prestations de services:**

- 1) Les prestations de transport national de biens directement liées à une prestation de transport intracommunautaire de biens sont à considérer comme prestations de transport intracommunautaire de biens.
- 2) Si la dérogation ne peut s'appliquer, la prestation de services relève à défaut de la règle générale du paragraphe 1. Cela signifie entre autres que la prestation de services est imposable au Luxembourg si le prestataire est établi au Luxembourg et le preneur est établi au Luxembourg ou si le prestataire est établi au Luxembourg et le preneur est une personne non assujettie à la TVA établie ou domiciliée dans un autre État membre de la CE, le redevable de la TVA luxembourgeoise étant le prestataire.
- 3) Sont considérées comme prestations de télécommunication les prestations ayant pour objet la transmission, l'émission et la réception de signaux, écrits, images et sons ou informations de toute nature par fils, par radio, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques, y compris la cession et la concession y afférentes d'un droit d'utilisation de moyens pour une telle transmission, émission ou réception. Les prestations de télécommunication au sens de la présente disposition couvrent aussi la fourniture d'accès aux réseaux d'information mondiaux.
- 4) Sont notamment considérés comme services fournis par voie électronique la fourniture et l'hébergement de sites informatiques, et la maintenance à distance de programmes et d'équipement, la fourniture de logiciels et la mise à jour de ceux-ci, la fourniture d'images, de textes et d'informations, et la mise à disposition de bases de données, la fourniture de musique, de films et de jeux, y compris les jeux de hasard ou d'argent, et d'émissions ou de manifestations politiques, culturelles, artistiques, sportives, scientifiques ou de divertissement et la fourniture de services d'enseignement à distance.



**Solidarité au paiement de la TVA**

- ▶ Toute personne partie à une opération soumise à la TVA au Luxembourg, sauf s'il s'agit d'un consommateur final non assujetti, est solidairement redevable de la taxe avec la personne qui en est le débiteur.
- ▶ Les époux habitant ensemble sont solidairement redevables de la taxe sur la valeur ajoutée et des amendes fiscales, dues dans le chef du conjoint assujetti.

**Report de paiement obligatoire**

La taxe sur la valeur ajoutée due en vertu d'une acquisition intracommunautaire de biens n'est pas à payer au moment où l'acquisition intracommunautaire est effectuée, mais doit être déclarée dans la première déclaration du chiffre d'affaires imposable à remettre après que l'acquisition ait été effectuée. Cette taxe peut être déduite comme taxe en amont dans la mesure où les conditions requises pour le droit à déduction sont remplies.

Les mêmes dispositions sont valables pour les importations de biens au Luxembourg par une personne identifiée à la TVA au Luxembourg.

## Taux de la taxe

Actuellement, quatre taux sont d'application au Luxembourg:

- un **taux normal** de **15%** pour les opérations imposables autres que celles visées ci-dessous;
- un **taux réduit** de **6%**
  - ▶ pour les livraisons de biens et les prestations de services ainsi que pour les acquisitions intracommunautaires et importations de biens, tels que ces biens et services sont désignés à l'annexe A de la loi TVA;
  - ▶ pour les prestations de services telles que visées à l'annexe Abis de la loi TVA, pour la période du 1/01/2000 au 31/12/2004;
  - ▶ pour les biens suivants, dans la mesure où ils font l'objet
    - soit d'une importation;
    - soit d'une livraison effectuée à l'intérieur du pays
      - par leur auteur ou par ses ayants droit, ou
      - à titre occasionnel par un assujetti autre qu'un assujetti-revendeur<sup>1)</sup> au sens de l'art. 56ter, lorsque ces objets d'art ont été importés par cet assujetti lui-même ou qu'ils lui ont été livrés par leur auteur ou par ses ayants droit ou qu'ils lui ont ouvert droit à déduction totale de la taxe sur la valeur ajoutée:
        - a) tableaux, collages et tableautins similaires, peintures et dessins, entièrement exécutés à la main par l'artiste, à l'exclusion des dessins d'architectes, d'ingénieurs et autres dessins industriels, commerciaux, topographiques ou similaires, des articles manufacturés décorés à la main, des toiles peintes pour décors de théâtres, fonds d'ateliers ou usages analogues (code NC 97.01);
        - b) gravures, estampes et lithographies originales; il s'agit d'épreuves tirées en nombre limité directement en noir ou en couleurs, d'une ou plusieurs planches entièrement exécutées à la main par l'artiste quelle que soit la technique ou la matière employée, à l'exception de tout procédé mécanique ou photomécanique (code NC 97.02);
        - c) productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture en toutes matières dès lors que les productions sont exécutées entièrement par l'artiste; fontes de sculptures à tirage limité à huit exemplaires et contrôlé par l'artiste ou ses ayants droit (code NC 97.03);
        - d) tapisseries (code NC 58.05) et textiles muraux (code NC 63.04) faits à la main sur la base de cartons originaux fournis par les artistes, à condition qu'il n'existe pas plus de huit exemplaires de chacun d'eux;
        - e) exemplaires uniques de céramique, entièrement exécutés par l'artiste et signés par lui;
        - f) émaux sur cuivre, entièrement exécutés à la main, dans la limite de huit exemplaires numérotés et comportant la signature de l'artiste ou de l'atelier d'art, à l'exclusion des articles de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie;
        - g) photographies prises par l'artiste, tirées par lui ou sous son contrôle, signées et numérotées dans la limite de trente exemplaires, tous formats et supports confondus, à condition qu'elles dénotent de la part de leur auteur l'intention de réaliser une oeuvre qui a exclusivement une fonction artistique.  
Sont notamment exclues les photographies d'identité, les photographies-portraits et les photographies prises à l'occasion de fêtes familiales ou d'autres manifestations;
- un **taux super-réduit** de **3%** pour les livraisons de biens et les prestations de services ainsi que pour les acquisitions intracommunautaires et importations de biens, tels que ces biens et services sont désignés à l'annexe B de la loi TVA;
- un **taux intermédiaire** de **12%** pour les livraisons de biens et les prestations de services ainsi que pour les acquisitions intracommunautaires et importations de biens, tels que ces biens et services sont désignés à l'annexe C de la loi TVA.

1) Assujetti-revendeur = tout assujetti qui, dans le cadre de son activité économique, achète ou affecte aux besoins de son entreprise ou importe, en vue de leur revente, des biens d'occasion, des objets d'art, de collection ou d'antiquité, que cet assujetti agisse pour son compte ou pour le compte d'autrui en vertu d'un contrat de commission à l'achat ou à la vente.

### **Annexe A - Liste des biens et services soumis au taux réduit**

- 1° Gaz liquéfiés ou à l'état gazeux, propres au chauffage, à l'éclairage et à l'alimentation de moteurs
- 2° Énergie électrique
- 3° Plantes vivantes et autres produits de la floriculture

### **Annexe Abis - Liste des prestations de services soumises au taux réduit pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2006 :**

- 1° Coiffage d'hommes ou de dames
- 2° Réparation de bicyclettes, de chaussures et d'articles de cuir ainsi que retouches de vêtements et de linge de maison
- 3° Lavage de vitres de logements privés et nettoyage de ces logements

### **Annexe B - Liste des biens et services soumis au taux super-réduit**

- 1° Produits alimentaires destinés à la consommation humaine, à l'exclusion des boissons alcooliques
- 2° Produits alimentaires destinés à la consommation animale
- 3° - Articles thérapeutiques
  - Appareils médicaux pour handicapés
- 4° Entrants agricoles, à l'exclusion des produits relevant de la position n° 38.08 de la nomenclature combinée (NC) du tarif douanier commun
- 5° Livres (y compris brochures, dépliants et imprimés similaires, albums, livres de dessins ou de coloriage pour enfants, partitions imprimées ou en manuscrit, cartes et relevés hydrographiques ou autres), journaux et périodiques. Sont exclus le matériel consacré entièrement ou d'une manière prédominante à la publicité ainsi que les livres et publications pornographiques
- 6° Chaussures et vêtements pour enfants
- 7° Distribution d'eau
- 8° Produits pharmaceutiques tels que
  - les spécialités pharmaceutiques, médicaments préfabriqués et médicaments, à usage humain
  - les médicaments vétérinaires
  - les préparations magistrales
  - les produits utilisés à des fins de contraception
- 9° Opérations de restauration consistant dans la fourniture d'aliments et de boissons consommés sur place
- 10° Hébergement dans les lieux qu'un assujetti réserve au logement passager de personnes et locations de camps de vacances ou de terrains aménagés pour camper
- 11° Transports de personnes
- 12° Octroi du droit d'accéder aux concerts, représentations théâtrales, chorégraphiques et cinématographiques, aux spectacles, divertissements, conférences, cours et autres manifestations à caractère scientifique, culturel, éducatif, économique ou professionnel, ainsi qu'aux musées, archives, jardins botaniques ou zoologiques, parcs naturels et cirques
- 13° Octroi du droit d'accéder à des installations sportives et octroi du droit de les utiliser
- 14° Enlèvement des ordures ménagères et traitement des déchets
- 15° Évacuation et épuration des eaux usées et vidange des fosses septiques et des réservoirs industriels
- 16° Services fournis par les entreprises de pompes funèbres et de crémation
- 17° Location des livres, journaux, publications périodiques et partitions imprimées ou en manuscrit compris sous 5° ci-avant
- 18° Droits d'auteurs
- 19° Services de radiodiffusion et de télévision, à l'exception des productions pornographiques
- 20° (.....)
- 21° Affectation d'un logement à des fins d'habitation principale
- 22° Certains travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt d'un logement affecté à des fins d'habitation principale dans les limites et les conditions à déterminer par règlement grand-ducal

## Annexe C - Liste des biens et services soumis au taux intermédiaire

- 1° Vins de raisins frais titrant 13° ou moins d'alcool, à l'exception des vins enrichis en alcool, des vins mousseux et des vins dits de liqueur
- 2° Combustibles minéraux solides; huiles minérales et bois destinés à être utilisés comme combustibles
- 3° (.....)
- 4° Préparations pour lessives et préparations de nettoyage
- 5° Imprimés publicitaires, catalogues commerciaux et similaires; publications de propagande touristique
- 6° (.....)
- 7° Services relevant de l'exercice d'une profession libérale
- 8° Services fournis par les agences de voyages et les organisateurs de circuits touristiques
- 9° Services de publicité
- 10° Vêtements sur mesure pour hommes livrés par les tailleurs
- 11° Chaleur, froid et vapeur d'eau
- 12° Garde et gestion de titres
- 13° Gestion de crédits et de garanties de crédits par une personne ou un organisme autre que ceux ayant accordé les crédits

## Exonérations de la taxe

Il existe deux types d'exonérations en matière de TVA : les exonérations de livraisons de biens, de prestations de services et d'acquisitions intracommunautaires donnant droit à la déduction de la taxe en amont (article 43 de la loi TVA) et les exonérations de livraisons de biens et de prestations de services ne donnant pas droit à la déduction de la taxe en amont (article 44 de la loi TVA).

- ▣ Les exonérations figurant à l'**article 43** ont comme caractéristique commune qu'elles autorisent le droit à la déduction de la taxe en amont (par opposition aux exonérations figurant à l'article 44). L'objectif principal est d'exonérer de la TVA les livraisons de biens et les prestations de services dont la consommation respectivement l'utilisation se situent en dehors du pays et qui, suivant les principes régissant la TVA, doivent être taxées dans le pays de consommation respectivement d'utilisation. La taxation exclusive dans ce pays présuppose la détaxation complète de ces opérations à l'intérieur du Luxembourg.  
En outre, l'article 43 contient des exonérations constituant des simplifications administratives ayant une incidence fiscale nulle respectivement négligeable, ainsi que des exonérations liées à la nature spéciale soit des assujettis soit des consommateurs soit des territoires concernés.

### Exemples d'opérations exonérées en vertu de l'article 43:

- ▶ Exportations de biens en dehors de la Communauté
- ▶ Livraisons intracommunautaires de biens
- ▶ Livraisons de biens à des organismes agréés qui exportent ces biens dans le cadre de leur activités humanitaires, charitables ou éducatives à destination d'un pays tiers
- ▶ Livraisons de biens et prestations de services effectuées pour les besoins de la navigation aérienne et se rapportant à des aéronefs qui sont utilisés par des compagnies pratiquant essentiellement un trafic international rémunéré
- ▶ Livraisons de biens et prestations de services effectuées dans le cadre des relations diplomatiques et consulaires (exonération applicable dans les limites fixées par l'Etat membre d'accueil)

- ▶ Transports de personnes à destination ou en provenance d'un pays autre que le Luxembourg
- ▶ Prestations de services, y compris les transports et les opérations accessoires,
  - directement liées à l'exportation de biens placés sous l'un des régimes douaniers prévus par la réglementation communautaire en vigueur
  - se rapportant à l'importation de biens, placés sous l'un des régimes douaniers prévus par la réglementation communautaire en vigueur, et intervenant jusqu'au premier lieu de destination de ces biens

☐ **L'article 44** a pour objet d'exonérer certaines opérations en raison de leur nature respectivement sociale, sanitaire, éducative et culturelle, ou pour éviter un cumul avec d'autres impôts. En raison de la non-déductibilité de la taxe en amont relative aux opérations exonérées en vertu de l'article 44, les biens et services visés restent grevés de la taxe payée aux stades antérieurs (input taxé, output exonéré).

Exemples d'opérations exonérées en vertu de l'article 44:

- ▶ Opérations financières et bancaires
- ▶ Opérations d'assurance et de réassurance, y compris les prestations de services effectuées par les courtiers et les autres intermédiaires d'assurance
- ▶ Livraisons de biens et prestations de services effectuées dans le cadre de l'exercice légal de leur profession par les médecins, les médecins-dentistes et les mécaniciens-dentistes
- ▶ Prestations de services et livraisons de biens étroitement liées à l'hospitalisation de malades ou de blessés et aux soins médicaux à la personne, effectuées par des organismes de droit public, par des cliniques, des hôpitaux, des centres de soins médicaux ou de diagnostic et par d'autres établissements similaires du secteur privé, dont le caractère social est reconnu par les autorités publiques compétentes
- ▶ Prestations de services et livraisons de biens étroitement liées à l'éducation de l'enfance ou de la jeunesse, à l'enseignement scolaire ou universitaire et à la formation ou au recyclage professionnels, effectuées par des établissements du secteur privé qui sont autorisés et surveillés par les autorités publiques compétentes ou qui sont créés en vertu d'une loi
- ▶ Livraisons, affermage et location de biens immeubles <sup>1)</sup>

---

1) Possibilité d'opter, sous certaines conditions, pour l'application de la TVA à ces opérations (article 45 de la loi TVA).

## Droit à déduction de la taxe en amont

En vertu des principes régissant la TVA, la taxe à verser à l'état à chaque stade de commercialisation est calculée sur la valeur ajoutée de l'opération concernée, le paiement de la taxe à l'état étant ainsi réparti entre tous les opérateurs intervenant dans la chaîne de commercialisation. A chaque stade est facturée au client la taxe calculée sur la valeur totale de l'opération (taxe en aval). Du total de taxe en aval ainsi obtenu l'assujetti déduit la taxe grevant les biens et les services qui sont utilisés pour les besoins de l'entreprise (taxe en amont).

Il s'agit notamment de la taxe

- ▶ facturée pour les biens et services fournis par un autre assujetti;
- ▶ acquittée ou déclarée pour les acquisitions intracommunautaires de biens;
- ▶ acquittée ou déclarée pour les importations de biens;
- ▶ acquittée ou déclarée en tant que débiteur de la taxe;
- ▶ acquittée comme caution solidaire à décharge d'un assujetti établi à l'étranger, à condition toutefois que cette taxe n'ait pas été facturée par cet assujetti.

La déduction est opérée globalement par imputation sur le montant de la taxe, qui en raison de ses opérations imposables est due par l'assujetti pour une période de déclaration, du montant de la taxe déductible, pour laquelle le droit à déduction a pris naissance au cours de la même période.

L'assujetti qui utilise les biens et les services pour effectuer aussi bien des livraisons de biens et des prestations de services ouvrant droit à déduction que des livraisons de biens et des prestations de services n'ouvrant pas ce droit (cf. exonérations de l'article 44 de la loi TVA) doit calculer un **prorata de déduction**, la déduction n'étant admise que pour la partie de la taxe sur la valeur ajoutée qui est proportionnelle au montant relatif aux premières opérations (c.-à-d. ouvrant droit à déduction).

Ce prorata de déduction est déterminé sur une base annuelle pour l'ensemble des opérations effectuées par l'assujetti. Il est fixé en pourcentage et arrondi à l'unité supérieure et résulte de la multiplication par cent d'une fraction comportant: au numérateur le montant du chiffre d'affaires annuel hors taxe relatif aux opérations ouvrant droit à déduction et au dénominateur le montant du chiffre d'affaires annuel hors taxe figurant au numérateur ainsi que celui relatif aux opérations n'ouvrant pas droit à déduction.

## Sanctions - Amendes fiscales

Les infractions aux articles et règlements de la loi TVA concernant notamment

- les obligations de l'assujetti,
- l'établissement et la transmission des factures,
- la déclaration et le paiement de la taxe due,
- la comptabilité à tenir, son délai de conservation et sa mise à disposition,
- le dépôt d'un cautionnement ou d'une lettre de garantie par un assujetti établi ou domicilié en dehors de la CE,
- les dispositions du régime particulier de la marge bénéficiaire applicables aux livraisons, par un assujetti-revendeur, de biens d'occasion, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité (article 56ter de la loi TVA)

peuvent être réprimées par une amende fiscale de 50 EUR à 5.000 EUR par infraction.

En ce qui concerne spécialement les amendes punissant les indications inexactes dans les factures, le cocontractant de l'assujetti est solidairement tenu au paiement de cette amende, s'il est établi qu'il a participé à l'infraction.

Le défaut de paiement dans le délai légal pourra en outre être sanctionné par une amende fiscale pouvant aller jusqu'à 10% l'an de l'impôt en souffrance.

Toute personne qui essaie, d'une manière quelconque, d'éluder le paiement de l'impôt ou d'obtenir d'une manière frauduleuse ou irrégulière le remboursement de taxes est passible d'une amende fiscale de 100 EUR à 5.000 EUR.

Les amendes fiscales sont prononcées par le directeur de l'administration ou par son délégué. Elles sont payables dans le mois de la notification de la décision écrite.

## Intérêts

Des intérêts moratoires au taux de 7,2% l'an sont dus à partir du jour de la signification de la contrainte.

La contrainte est le premier acte de poursuite pour le recouvrement des créances du Trésor. Elle est décernée par le receveur du bureau de recette chargé du recouvrement de la taxe ou par le receveur du bureau dans le ressort duquel l'assujetti a son domicile.

Elle est signifiée par exploit d'huissier ou par un agent de l'administration ou par voie postale.

## Prescription

- ▶ L'action du Trésor en paiement de l'impôt et des amendes se prescrit par cinq ans à partir du 31 décembre de l'année dans laquelle la somme à percevoir est devenue exigible.
- ▶ Tout droit à restitution de l'impôt ou d'une amende se prescrit par cinq ans à compter du 31 décembre de l'année civile à laquelle se rapporte l'impôt à restituer ou pendant laquelle l'amende a été infligée.

## Recours

Un recours est ouvert aux intéressés

- ▶ contre les bulletins d'imposition portant rectification ou taxation d'office;
- ▶ contre les décisions du directeur de l'administration ou de son délégué prononçant les amendes fiscales prévues par la loi TVA.

Le recours est introduit par une assignation devant le tribunal civil. Sous peine de forclusion l'exploit portant assignation doit être signifié à l'administration de l'enregistrement et des domaines en la personne de son directeur dans un délai de trois mois à compter de la date de la notification du bulletin respectivement de la décision.

## Divers

### ❑ Taux de change

Lorsque des éléments servant à déterminer la base d'imposition à l'importation sont exprimés dans une monnaie autre que l'euro, le taux de change est déterminé selon les dispositions communautaires en vigueur pour calculer la valeur en douane.

Lorsque des éléments servant à déterminer la base d'imposition d'une opération autre qu'une importation de biens sont exprimés dans une monnaie autre que l'euro, le taux de change applicable est celui du dernier taux déterminé par référence au cours publié par la Banque Centrale de Luxembourg ou un établissement bancaire agréé à partir du cours fixé par la Banque centrale européenne, au moment où la taxe devient exigible.

### ❑ Textes légaux

Le "Code de la législation fiscale en vigueur au Luxembourg", dont le volume 6 regroupe les dispositions légales et réglementaires en matière de TVA, est disponible auprès de la maison d'édition suivante:

Éditions de l'Imprimerie Saint-Paul  
B.P. 1908  
L - 1019 Luxembourg



## Organisation des services de la TVA

### Assiette et surveillance de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La section de l'assiette et de la surveillance de la TVA comprend douze bureaux d'imposition dont huit sont établis à Luxembourg (Luxembourg 1 à 5, 10, 11 et 12), deux à Esch-sur-Alzette (Esch 1 et 2) et deux à Diekirch (Diekirch 1 et 2). La compétence de ces bureaux d'imposition est fixée comme suit:

- ❑ **Bureaux d'imposition** compétents **pour les assujettis établis à l'intérieur du pays** qui ont leurs domiciles, résidences respectivement sièges sociaux dans les communes mentionnées et dont les noms respectivement raisons sociales commencent par les lettres indiquées:

#### Bureaux compétents

##### Diekirch

Communes des cantons de	► Clervaux .....	Diekirch 2
	► Diekirch.....	Diekirch 1
	► Echternach .....	Diekirch 1
	► Grevenmacher :	
	- Biwer .....	Diekirch 1
	- Junglinster .....	Diekirch 1
	- Manternach .....	Diekirch 1
	► Mersch .....	Diekirch 2
	► Redange-sur-Attert .....	Diekirch 2
	► Vianden.....	Diekirch 1
	► Wiltz .....	Diekirch 2

##### Esch

Communes des cantons de	► Capellen:	
	- Bascharage.....	Esch 2
	- Clemency.....	Esch 2
	- Dippach .....	Esch 2
	- Garnich.....	Esch 2
	► Esch-sur-Alzette:	
	- Bettembourg .....	Esch 1
	- Differdange .....	Esch 2
	- Dudelange .....	Esch 1
	- Esch-sur-Alzette, lettres A - L.....	Esch 1
	- Esch-sur-Alzette, lettres M - Z .....	Esch 2
	- Frisange.....	Esch 1
	- Kayl .....	Esch 1
	- Leudelange .....	Esch 2
	- Mondercange .....	Esch 2
	- Pétange .....	Esch 2
	- Reckange-sur-Mess .....	Esch 2
	- Roeser .....	Esch 1
	- Rumelange .....	Esch 1
	- Sanem .....	Esch 2
	- Schifflange .....	Esch 1
	► Luxembourg:	
	- Hesperange .....	Esch 1

**Luxembourg**

Communes des cantons de	► Capellen	
	- Hobscheid.....	Luxembourg 5
	- Kehlen .....	Luxembourg 5
	- Koerich .....	Luxembourg 5
	- Kopstal.....	Luxembourg 1
	- Mamer .....	Luxembourg 2
	- Septfontaines.....	Luxembourg 5
	- Steinfort .....	Luxembourg 2
	► Grevenmacher	
	- Betzdorf .....	Luxembourg 5
	- Flaxweiler .....	Luxembourg 5
	- Grevenmacher .....	Luxembourg 5
	- Mertert .....	Luxembourg 5
	- Wormeldange .....	Luxembourg 5
	► Luxembourg	
	- Bertrange.....	Luxembourg 3
	- Contern.....	Luxembourg 4
	- Luxembourg:	
	• à l'exception des sociétés de capitaux	
	lettres A - G.....	Luxembourg 1
	lettres H - O .....	Luxembourg 2
	lettres P - S.....	Luxembourg 3
	lettres T - Z .....	Luxembourg 4
	• sociétés de capitaux, sauf banques	
	lettres A - B.....	Luxembourg 1
	lettres C - E.....	Luxembourg 2
	lettres F - K.....	Luxembourg 3
	lettres L - Q.....	Luxembourg 4
	lettres R - Z.....	Luxembourg 5
	• établissements bancaires	
	lettres A - E.....	Luxembourg 4
	lettres F - Z .....	Luxembourg 5
	- Niederanven .....	Luxembourg 5
	- Sandweiler.....	Luxembourg 3
	- Schuttrange .....	Luxembourg 3
	- Steinsel.....	Luxembourg 1
	- Strassen .....	Luxembourg 3
	- Walferdange .....	Luxembourg 1
	- Weiler-la-Tour .....	Luxembourg 4
	► Remich.....	Luxembourg 4

■ **Bureaux d'imposition** compétents **pour les assujettis non établis à l'intérieur du pays:**

- Assujettis n'ayant ni domicile, ni résidence, ni siège social à l'intérieur du pays .... Luxembourg 10
- Communautés d'entreprises se composant exclusivement d'assujettis n'ayant ni domicile, ni résidence, ni siège social à l'intérieur du pays ..... Luxembourg 10
- Traitement des demandes de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée introduites par des assujettis établis à l'étranger ..... Luxembourg 11

■ **Autres:**

- ▶ Franchises: demandes d'octroi de franchises prévues en matière de TVA..... Luxembourg 11
- ▶ Importations: travaux d'exécution relatifs à l'octroi de l'exonération à la TVA à l'importation de certains biens..... Luxembourg 11
- ▶ Logement: traitement des demandes de remboursement de la TVA et des demandes d'application directe du taux super-réduit de TVA en matière de création et de rénovation de logements ..... Luxembourg 12

**Divers**

- Certificats d'assujettissement ..... Recette Centrale
- Extraits de compte ..... Recette Centrale
- Attestation de conformité aux obligations de déclaration, de paiement d'avances et de principal, telle que prévue par l'article 86 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics..... Recette Centrale
- Demandes de changement des modalités de paiement de la TVA..... Recette Centrale
- Demandes de remboursement d'excédents de taxe en amont..... Recette Centrale
- Contrôle du n° d'identification à la TVA d'assujettis établis à l'étranger ..... S.C.A.T. ou site Internet
- Déclarations d'option en matière de taxe sur la valeur ajoutée:..... Bureau d'imposition compétent
  - ▶ Livraison et location de biens immeubles
  - ▶ Taxation des acquisitions intracommunautaires <sup>1)</sup>
  - ▶ Autres
- Demandes de déclarations ou de formulaires supplémentaires <sup>1)</sup> ..... Bureau d'imposition compétent

1) les formulaires sont également disponibles sur le site internet <https://saturn.etat.lu/etva/>

## Adresses utiles au Grand-Duché de Luxembourg

- ☐ Administration de l'Enregistrement et des Domaines  
 1 - 3, Avenue Guillaume      ✉ B.P. 31, L-2010 Luxembourg  
    ☎ +352.44.905-1  
    📠 +352.45.42.98
- ▶ Recette Centrale  
 1 - 3, Avenue Guillaume      ✉ B.P. 1004, L-1010 Luxembourg      ☎ +352.44.905-1  
    📠 +352.25.07.97
- ▶ Bureaux d'imposition: Luxembourg      ✉ B.P. 31, L-2010 Luxembourg      ☎ +352.44.905-1
- |           |                      |                   |
|-----------|----------------------|-------------------|
| 1, 2 et 3 | 7, rue du Plébiscite | 📠 +352.44.905-312 |
| 4 et 5    | 7, rue du Plébiscite | 📠 +352.29.11.84   |
| 10        | 7, rue du Plébiscite | 📠 +352.29.11.93   |
| 11        | 67, rue Verte        | 📠 +352.25.07.96   |
| 12        | 7, rue du Plébiscite | 📠 +352.44.905-318 |
- Esch 1 et 2      33 - 35, rue Zenon Bernard      ☎ +352.54.86.71-1  
                                  ✉ B.P. 252, L-4003 Esch-sur-Alzette      📠 +352.54.86.71-240
- Diekirch 1 et 2      Hôtel des Postes      ☎ +352.80.96.06-1  
                                  ✉ B.P. 159, L-9202 Diekirch      📠 +352.80.96.06-333
- ▶ S.C.A.T.      ✉ B.P. 31, L-2010 Luxembourg      ☎ +352.44.905-1  
                                  📠 +352.44.905-312
- ▶ Site Internet:    <https://saturn.etat.lu/etva/> (formulaires TVA et vérification de n°s d'identification TVA)    OU  
                                  [www.etat.lu](http://www.etat.lu), Ministère des Finances, [Administration de l'Enregistrement et des Domaines \(AED\)](#) - [eTVA](#)
- ☐ Administration des Douanes et Accises  
 Division Douane / Valeur  
 26, Place de la Gare  
 ✉ B.P. 1605, L-1016 Luxembourg  
 ☎ Central téléphonique: +352.29.01.91-1  
 📠 Télécopieur: +352.49.49.47
- ☐ Administration des Contributions Directes  
 45, boulevard Roosevelt  
 ✉ B.P. 1801, L-2982 Luxembourg  
 ☎ Central téléphonique: +352.40.800-1  
 📠 Télécopieur: +352.47.33.29

## Informations concernant les États membres de la CE

[http://europa.eu.int/comm/taxation\\_customs/taxation/vat/traders/vat\\_community/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/taxation/vat/traders/vat_community/index_en.htm)

### □ Taux de TVA

États membres		Taux normal	Taux réduits
Allemagne	Deutschland	16	7
Autriche	Österreich	20	10; 12
Belgique	Belgique / België	21	6; 12
Chypre	Kypros Kibris - Κυπρος	15	5
Danemark	Danmark	25	
Espagne	España	16	4; 7
Estonie	Eesti	18	5
Finlande	Suomi	22	8; 17
France	France	19,6	2,1; 5,5
Grèce	Ellas - Ελλάς	18	4; 8
Hongrie	Magyarország	25	12
Irlande	Ireland - Eire	21	4,3; 13,5
Italie	Italia	20	4; 10
Lettonie	Latvija	18	9
Lituanie	Lietuva	18	5; 9
Luxembourg	G.-Duché de Luxembourg	15	3; 6; 12
Malte	Malta	15	5
Pays-Bas	Nederland	19	6
Pologne	Polska	22	
Portugal	Portugal	19	5; 12
Royaume-Uni	United Kingdom	17,5	5
Slovaquie	Slovenská Republika	19	
Slovénie	Slovenija	20	8,5
Suède	Sverige	25	6; 12
République tchèque	Česká Republika	22	5

▣ **Seuils**

États membres	Acquisitions intracommunautaires	Ventes à distance
Allemagne	12.500 EUR	100.000 EUR
Autriche	11.000 EUR	100.000 EUR
Belgique	11.200 EUR	35.000 EUR
Chypre	6.000 CYP (10.000 EUR)	20.000 CYP (35.000 EUR)
Danemark	80.000 DKK (10.722 EUR)	280.000 DKK (37.528 EUR)
Espagne	10.000 EUR	35.000 EUR
Estonie	160.000 EEK (10.226 EUR)	550.000 EEK (35.151 EUR)
Finlande	10.000 EUR	35.000 EUR
France	10.000 EUR	100.000 EUR
Grèce	10.000 EUR	35.000 EUR
Hongrie	2.500.000 HUF (10.000 EUR)	8.800.000 HUF (35.000 EUR)
Irlande	41.000 EUR	35.000 EUR
Italie	8.263 EUR	27.889 EUR
Lettonie	7.000 LVL (10.778 EUR)	24.000 LVL (36.952 EUR)
Lituanie	35.000 LTL (10.138 EUR)	125.000 LTL (36.207 EUR)
Luxembourg	10.000 EUR	100.000 EUR
Malte	(10.000 EUR)	(35.000 EUR)
Pays-Bas	10.000 EUR	100.000 EUR
Pologne	(10.000 EUR)	(35.000 EUR)
Portugal	8.978,36 EUR	31.424,27 EUR
Royaume-Uni	60.000 GBP (87.145 EUR)	70.000 GBP (105.089 EUR)
Slovaquie	420.000 SKK (10.345 EUR)	1.500.000 SKK (36.946 EUR)
Slovénie	(10.000 EUR)	(35.000 EUR)
Suède	90.000 SEK (10.071 EUR)	320.000 SEK (35.809 EUR)
République tchèque	326.000 CSK (10.018 EUR)	1.140.000 CSK (35.034 EUR)

États membres		Adresses
Allemagne	Deutschland	Finanzamt Saarbrücken Am Stadtgraben 2-4, D-66111 Saarbrücken ☎ +49.681.30.00-0 💻 +49.681.30.00.329 <a href="http://www.bff-online.de/ust/ustv/ustzust.html">http://www.bff-online.de/ust/ustv/ustzust.html</a>
Autriche	Österreich	Finanzamt Graz Stadt Referat für ausländische Unternehmer Conrad von Hötzendorfstraße 14-18, A-8018 Graz ☎ +43.31.68.810 💻 +43.31.68.10.408 <a href="mailto:post.068.fastmk@bmf.gv.at">post.068.fastmk@bmf.gv.at</a> <a href="http://www.bmf.gv.at/index.htm">http://www.bmf.gv.at/index.htm</a>
Belgique	Belgique / België	Bureau central TVA pour assujettis étrangers Rue Stevens, 7 (24ème étage), B-1000 Bruxelles ☎ +32.2.552.59.33 / .34 <u>Informations TVA:</u> 💻 +32.2.552.55.41      ☎ +32.2.336.27.17 <a href="mailto:contr.TVA.bcae@minfin.fed.be">contr.TVA.bcae@minfin.fed.be</a> 💻 +32.2.336.17.68 <a href="http://fiscus.fgov.be">http://fiscus.fgov.be</a> <a href="mailto:info.tax@minfin.fed.be">info.tax@minfin.fed.be</a>
Chypre	Kypros Kibris - Κυπρος	Ministry of Finance VAT Service-Headquarters Corner of Karaoli and Afxentiou CY - 1471 Nicosia 💻 (+357) 22 660484 <a href="mailto:headquarters@vat.mof.gov.cy">headquarters@vat.mof.gov.cy</a> <a href="http://www.mof.gov.cy/ce">www.mof.gov.cy/ce</a>
Danemark	Danmark	Told- og Skatteregion Sønderborg Hilmar Finsens Gade 18, DK - 6400 Sønderborg ☎ +45.74.12.73.00 💻 +45.74.42.28.09 <a href="mailto:Soenderborg@toldskat.dk">Soenderborg@toldskat.dk</a> <a href="http://www.toldskat.dk">www.toldskat.dk</a>
Espagne	España	Subdirección General de Información y Asistencia Tributaria del Departamento de Gestión de la Agencia Estatal de Administración Tributaria. c/ Infanta Mercedes, 37, E - 28071 Madrid ✉ Apartado de Correos 993, E - 28080 Madrid ☎ +34.1.583.89.76  Subdirección General de Impuestos sobre el Consumo Dirección General de Tributos ✉ c/ Alcalá, 5, E - 28014 Madrid  <a href="http://www.aeat.es">www.aeat.es</a>

États membres	Adresses
Estonie Eesti	Northern Regional Tax Center M. Lauri Plutus Head of International Taxation Department ✉ Endla 8, EST - Tallinn 15177 ☎ +372.693.41.94 📠 +372.693.41.11 <a href="mailto:Lauri.Plutus@ma.ee">Lauri.Plutus@ma.ee</a> <a href="http://www.ma.ee">http://www.ma.ee</a>
Finlande Suomi	Uusimaa Regional Tax Office Corporate Tax Office Opastinsilta 12 ✉ P.O.Box 30, FIN - 00052 VEROTUS ☎ +358.20.46.60.17 📠 +358.9.73.11.47.00 <a href="http://www.ytj.fi">www.ytj.fi</a> <a href="http://www.vero.fi">www.vero.fi</a>
France France	Centre des impôts des non-résidents (CINR) Inspection TVA 9 rue d'Uzès TSA 39203, 75094 PARIS cedex 02 ☎ +33.1.44.76.19.07 /.08 /.09 📠 +33.1.44.76.19.43 <a href="mailto:cinr@dresg.net">cinr@dresg.net</a> <a href="http://www.impots.gouv.fr">www.impots.gouv.fr</a>
Grèce Ellas - Ελλάς	Ministère de l'économie et des finances Direction générale des impôts Direction 14 - TVA Sina 2-4, GR - 10672 ATHÈNES ☎ +30.21.03.64.72.03 /.05 📠 +30.21.03.64.54.13 <a href="mailto:elvies@otenet.gr">elvies@otenet.gr</a> <a href="http://www.gsis.gov.gr">www.gsis.gov.gr</a>
Hongrie Magyarország	Hungarian Tax and Financial Control Administration (General Department) Pf. 156, H - 1390 Budapest ☎ +36.1.41.27.302 📠 +36.1.41.27.258 <a href="http://www.afeh.hu">http://www.afeh.hu</a>
Irlande Ireland - Eire	Taxes Central Registration Office Arus Brugha 9/15 Upper O'Connell Street, IRL - Dublin 1 ☎ +353.1.87.46.821 📠 +353.1.87.46.078 <a href="mailto:tcro@revenue.ie">tcro@revenue.ie</a> <a href="http://www.revenue.ie">www.revenue.ie</a>
Italie Italia	Ministero delle Finanze - Segretariato Generale Ufficio Relazioni Internazionali Viale dell' Aeronautica, 122, I - 00144 Roma ☎ +39.06.59.25.967 📠 +39.06.59.12.983 <a href="http://www.Finanze.it">www.Finanze.it</a>



États membres		Adresses
Lettonie	Latvija	State Revenue Service National Tax Board 1 Smilšu Street, LV - 1978 Riga ☎ +371.70.28.814 <a href="http://www.vid.gov.lv">http://www.vid.gov.lv</a>
Lituanie	Lietuva	Ministry of Finance State Tax Inspectorate  Vasario 16 –osios str. 15 LT - 2600 Vilnius ☎ + 370.5.26.87.800 ☎ + 370.5.21.25.604 <a href="mailto:vmi@vmi.lt">mailto:vmi@vmi.lt</a> <a href="http://www.vmi.lt">www.vmi.lt</a>  M. Danas Mikailionis Šermukšnių 3 LT - 2600 Vilnius ☎ +370.5.26.87.801 ☎ +370.5.21.25.673 <a href="mailto:DMikailionis@vmi.lt">mailto:DMikailionis@vmi.lt</a>
Luxembourg	Grand-Duché de Luxembourg	Administration de l'Enregistrement et des Domaines Bureau d'imposition 10 7, rue du Plébiscite B.P. 31, L - 2010 Luxembourg ☎ +352.44.905-1 (central) ☎ +352.29.11.93 <a href="mailto:lux.imp10@en.etat.lu">lux.imp10@en.etat.lu</a>
Malte	Malta	Vat Department Centre Point Building Ta' Paris Road, M - Birkirkara BKR 13 ☎ +356.21.49.93.30 / .34 / .35 / .36 ☎ +356.21.49.93.65 <a href="mailto:vat@gov.mt">mailto:vat@gov.mt</a> <a href="http://www.vat.gov.mt/">http://www.vat.gov.mt/</a>
Pays-Bas	Nederland	Belastingdienst/Particulieren/Ondernemingen buitenland Postbus 2865, NL - 6401 DJ Heerlen ☎ +31.45.57.36.666 ☎ +31.45.57.36.684 <a href="http://www.belastingdienst.nl">www.belastingdienst.nl</a>
Pologne	Polska	<a href="http://www.mf.gov.pl">www.mf.gov.pl</a>
Portugal	Portugal	Direcção-Geral dos Impostos (pers. physiques) Direcção de Serviços do IVA Avenida João XXI, 76, P - 1049-065 Lisboa ☎ + 351.21.76.10.000 (standard) ☎ + 351.21.76.10.337 / .338 (ligne directe) ☎ + 351.21.79.36.508 <a href="mailto:dsiva@dgci.min-financas.pt">dsiva@dgci.min-financas.pt</a>  Registo Nacional de Pessoas Colectivas (pers. morales) Praça Silvestre Pinheiro Ferreira, 1 – C P - 1500-578 LISBONNE ☎ +351.21.77.14.300 <a href="http://www.dgci.min-financas.pt">www.dgci.min-financas.pt</a>

États membres		Adresses
Royaume-Uni	United Kingdom	<p>HM Customs &amp; Excise Aberdeen Non-established Taxable Persons Unit (NETPU) Custom House 28 Guild Street, UK - Aberdeen AB9 2DY</p> <p>☎ +44.1224.844-651/-655/-664 💻 +44.1224.844-611 <a href="mailto:netpu@hmce.gsi.gov.uk">netpu@hmce.gsi.gov.uk</a> <a href="http://www.hmce.gov.uk">http://www.hmce.gov.uk</a></p>
Slovaquie	Slovenská Republika	<p>Tax Office Bratislava I Radlinského 37 P.O.Box 89, SK - 81789 Bratislava 15</p> <p>☎ +421.2.57.37.81.11 💻 +421.2.52.44.21.81 <a href="http://www.finance.gov.sk/">http://www.finance.gov.sk/</a> <a href="http://www.drsrc.sk/">http://www.drsrc.sk/</a></p>
Slovénie	Slovenija	<p>Tax Administration of the Republic of Slovenia Tax Division Šmartinska 55, SLO - Ljubljana</p> <p>☎ +386.1.47.82.784 💻 +386.1.47.82.743 <a href="http://www.sigov.si/durs">http://www.sigov.si/durs</a></p>
Suède	Sverige	<p>Skattemyndigheten i Stockholms län Skattekontor Riks S - 10661 Stockholm</p> <p>☎ +46.8.69.41.000 💻 +46.8.64.29.261 <a href="mailto:skm@skm01.rsv.se">skm@skm01.rsv.se</a> <a href="http://www.rsv.se">www.rsv.se</a></p>
République tchèque	Česká Republika	<p>Finanční úřad pro Prahu 1 FÚ pro Prahu 1 Štěpánská 28, CZ - 112 33 Praha 1</p> <p>☎ +420.2.24.04.30.11 💻 +420.2.24.04.31.98 <a href="http://cds.mfcr.cz/">http://cds.mfcr.cz/</a></p>

❑ **Bureaux compétents pour le remboursement de la TVA** (8e Directive)

États membres de la CE		Adresses
Allemagne	Deutschland	Bundesamt für Finanzen Friedhofstraße 1, D - 53225 Bonn ☎ +49.228.40.60 💻 +49.228.40.62.661
Autriche	Österreich	Finanzamt Graz - Stadt Referat für ausländische Unternehmer Conrad von Hötzendorfstrasse 14 – 18, A - 8018 Graz ☎ +43.316.88.10 💻 +43.316.81.76.08
Belgique	Belgique / België	Bureau central de TVA pour assujettis étrangers - Remboursement Rue Stevens, 7 (25ème étage), B - 1000 Bruxelles ☎ +32.2.55.25.977 /.982 💻 +32.2.55.25.542 <a href="mailto:contr.TVA.bcae@minfin.fed.be">contr.TVA.bcae@minfin.fed.be</a> <a href="http://fiscus.fgov.be">http://fiscus.fgov.be</a>
Chypre	Kypros Kibris - Κύπρος	VAT Service 46 Themistokli Dhervis Str., CY - 1471 Nicosia ☎ + 357.22.60.18.45 /.34 💻 + 357.22.66.04.84 <a href="mailto:headquarters@vat.mof.gov.cy">headquarters@vat.mof.gov.cy</a>
Danemark	Danmark	Told- og Skatteregion Sønderborg Hilmar Finsens Gade 18, DK - 6400 Sønderborg ☎ +45.74.12.73.00 💻 +45.74.42.28.09
Espagne	España	Delegación Especial de Madrid de la Agencia Estatal de Administración Tributaria Dependencia Regional de Gestión Sección de Regímenes Especiales C/. Guzmán el Bueno, 139, Planta 1a, E-28071 Madrid ☎ +34.91.58.26.739 💻 +34.91.58.26.757
Estonie	Eesti	Tallina Juriidiliste Isikute Maksuamet Endla 8, EST-15177 Tallin ☎ + 372.69.34.200 💻 + 372.69.34.111
Finlande	Suomi	Uudenmaan verovirasto Yritysverotoimisto PL 34, FIN-00052 Verotus ☎ +358.9.73.11.43.11 💻 +358.9.73.11.43.92
France	France	Direction Générale des Impôts Service de remboursement de la TVA aux assujettis étrangers 10, Rue d'Uzès, F-75080 Paris Cedex 02 ☎ +33.1.44.82.25.40 /.41 💻 +33.1.40.41.05.36

États membres de la CE		Adresses
Grèce	Ellas - Ελλάς	Ministry of Finance 14th Directorate of VAT Sina 2-4, GR-10672 Athens ☎ +30.21.03.64.72.03 💻 +30.21.03.64.54.13
Hongrie	Magyarország	APEH Eszak-budapesti Igazgatósága Külföldiek Ügyeit Inező Főosztály Pf. 45, H - 1387 BUDAPEST ☎ + 36.1.32.09.894 💻 + 36.1.23.95.051 <a href="mailto:ugyfelszolgalat.apenh@matavnet.hu">ugyfelszolgalat.apenh@matavnet.hu</a>
Irlande	Ireland - Eire	The Revenue Commissioners VAT Repayment Section Government Offices, IRL - Ennis, County Clare ☎ +353.65.41.200 💻 +353.65.40.394
Italie	Italia	Agenzia delle Entrate Centro Operativo di Pescara Via Rio Sparto n°21, I - 65129 Pescara ☎ +39.085.57.72.401 💻 +39.085.52.145 <a href="mailto:centrooperativo.pescara@agenziaentrate.it">centrooperativo.pescara@agenziaentrate.it</a> <a href="http://www.centrooperativoentrate.pe.it/">http://www.centrooperativoentrate.pe.it/</a>
Lettonie	Latvija	Valsts ienemumu dienesta Lielo nodokļu maksātāju parvalde (Large Taxpayers Board of the State Revenue Service) Jeruzalemes street 1, LV - Riga LV 1010 ☎ + 371.70.16.803 💻 + 371.72.27.496
Lituanie	Lietuva	Vilniaus apskrities valstybinė mokesčių inspekcija Sermukonio g.4, LT - 2600 Vilnius ☎ + 370.5.26.16.635 💻 + 370.5.26.87.689
Luxembourg	Grand-Duché de Luxembourg	Administration de l'Enregistrement et des Domaines Bureau d'imposition 11 67, rue Verte B.P. 31, L - 2010 Luxembourg ☎ +352.44.905-1 (central) 💻 +352.25.07.96 <a href="mailto:lux.imp11@en.etat.lu">lux.imp11@en.etat.lu</a>
Malte	Malta	VAT Department Centre Point Building Ta' Paris Road, M - Birkirkarar BKR 13 ☎ + 356.21.49.93.30 💻 + 356.21.49.93.65 <a href="mailto:vat@gov.mt">vat@gov.mt</a>
Pays-Bas	Nederland	Belastingdienst/Particulieren/Ondernemingen buitenland Postbus 2865, NL - 6401 DJ Heerlen ☎ +31.45.57.36.666 💻 +31.45.57.36.684

États membres de la CE		Adresses
Pologne	Polska	<p>Drugi Urząd Skarbowy Warszawa-Srodmiescie (Second Tax Office for Warszawa-Srodmiescie) ul. Lindleya 14, PL - 02-013 Warszawa - Srodmiescie</p> <p>☎ + 48.22.62.17.249 💻 + 48.22.62.55.006</p>
Portugal	Portugal	<p>Direcção-Geral das Contribuições e Impostos Direcção de Serviços de Reembolsos do IVA Ava João XXI, 76, Apartado 8220, P - 1802 Lisboa Codex</p> <p>☎ +351.21.79.50.102 💻 +351.21.79.38.113</p>
Royaume-Uni	United Kingdom	<p>HM Customs &amp; Excise - VAT Overseas Repayment Unit Custom House - PO Box 34 Londonderry BT 48 7AE, Northern Ireland</p> <p>☎ +44.2871.37.62.00 💻 +44.2871.37.25.20</p>
Slovaquie	Slovenská Republika	<p>Danový úrad Bratislava I. Radlinského 37 - P.O. Box 89, SK - 817 89 Bratislava</p> <p>☎ + 421.2.52.44.21.81 /.49 💻 + 421.2.57.37.81.11</p>
Slovénie	Slovenija	<p>Davčni Urad Ljubljana - Tax office Ljubljana Dunajska 22, SLO - 1000 Ljubljana</p> <p>☎ + 386.1.47.44.602 💻 + 386.1.47.44.371</p>
Suède	Sverige	<p>Särskilda Skattekontoret S - 77183 Ludvika</p> <p>☎ +46.24.08.70.00 💻 +46.24.01.03.40</p>
République tchèque	Česká Republika	<p>Finanční úřad pro Prahu 1. Stepánská 28, CZ - 110 00 Prague 1</p> <p>☎ + 420.2.24.04.11.11 💻 + 420.2.24.04.19.12 /.18</p>